

CHRONIQUE
PAN D'AFRIQUE



FRANCOPHONIE
UN BERCEAU
INCONNU

3

FRANCOPHONIE



À LA RECHERCHE
DE VOS AÎEUX

6

SOCIÉTÉ



LOGEMENT
QUESTION DE
SURVIE POUR
LES AÎNÉS

10

SOCIÉTÉ



AUTOCHTONES
PROTECTION DE
LA JEUNESSE,
DU DÉJÀ VU!

12-13

SOCIÉTÉ



META
JEUNESSE EN PÉRIL
FACE À L'INFO

18

CHRONIQUE
ESPRIIT CRITIQUE



JO 2024
UNE CÉRÉMONIE
D'OUVERTURE
QUI POLARISE

24



YAO

ACCESSIBILITÉ

RÉCONCILIATION

LOGEMENT

L'AFRIQUE

YOGA

PRÈS

VOUS

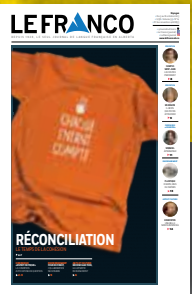
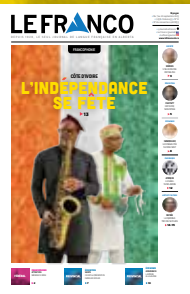
NTS

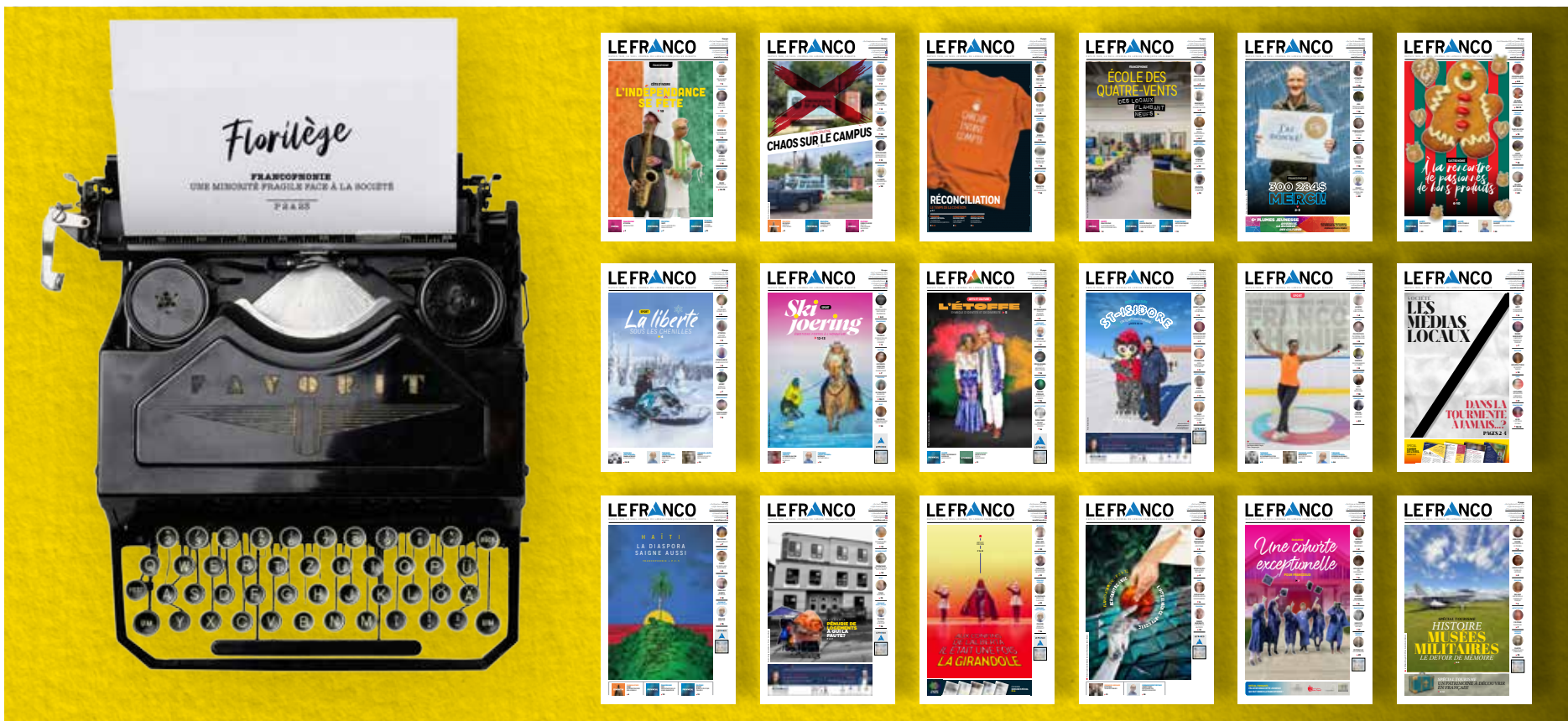
JO

Florilège

FRANCOPHONIE
UNE MINORITÉ FRAGILE FACE À LA SOCIÉTÉ

P 2 & 23





NOTRE ÉDITION FLORILÈGE EST AUJOURD'HUI EN BERNE

Florilège, le meilleur de l'année choisi par celles et ceux qui créent votre journal.

Même si celle-ci a été conçue avant le feu de forêt qui a dévasté Jasper, il était impensable de ne pas évoquer cette communauté alpine qui a tout perdu. Lorsque les flammes lèchent la ville pour finalement en engloutir une partie, l'effroi, la tristesse et la désolation sont à chaque coin de rue, à chaque intersection... Alors toute l'équipe de la rédaction dédie ce numéro florilège 2024 à toutes celles et à tous ceux qui ont été touchés de près ou de loin par cette catastrophe.

Lors de ces trois dernières années, nous avons eu l'occasion de nous déplacer à Jasper, pas assez souvent j'en conviens, mais à chaque fois avec cette même impression, ce même sentiment d'une communauté tissée serrée qui, une fois les vagues touristiques saisonnières successives passées, se retrouve dans un écrin de nature qu'elle choie avec dévotion.

Il n'y a certainement pas de sentiment pour décrire ce que les membres de cette communauté ont vécu, mais l'espoir est certainement celui auquel ces personnes vont s'accrocher pour les prochains mois. Alors, au nom de toute l'équipe du journal *Le Franco*, nous vous souhaitons des jours meilleurs.

UNE FOIS N'EST PAS COUTUME, DIT-ON!

Sauf qu'une nouvelle fois en 24 mois, votre journal papier a disparu. Il va de soi que ce n'est pas la fin du journal *Le Franco*, mais juste une légère adaptation à la situation financière des médias locaux francophones en milieu minoritaire et donc à celle de votre journal.

Car effectivement, c'est une histoire de gros sous, ou de petits, en fonction d'où l'on se situe sur l'échelle des pièces d'or. Alors voilà, nous passons sur le web, bien sûr, la rumeur court si vite que j'ai déjà reçu quelques points de vue sur ce qui ressemble à un demi-échec ou une demi-victoire lorsque l'on parle de «La Survivance» du journal.

Tout le monde a son avis sur la situation, certains acteurs de la survie du journal sont plus discrets que d'autres et, là encore, ce terme est peut-être mal choisi..., mais si le conseil d'administration en a décidé ainsi, il ne faut pas faire marche ar-

rière, mais plutôt aller de l'avant. Encore faut-il connaître la direction à prendre et les moyens mis en œuvre pour cela! Soyez patients, c'est pour l'instant le statu quo responsable.

UNE BELLE ÉQUIPE...

Soyons réaliste, un journal, qu'il soit papier ou web, ne se fait pas d'un coup de baguette magique!

C'est un travail acharné, notamment de la part de Gabrielle Audet-Michaud, notre UNIQUE journaliste à temps plein, basée à quelques kilomètres de Calgary. C'est d'ailleurs avec grand plaisir que nous avons appris sa nomination pour trois prix d'excellence de la presse francophone :

1) article d'actualité de l'année pour *Célébrer la fierté 2023 : un message fort contre l'intolérance*; 2) article «arts et culture» de l'année pour *Peindre la réconciliation : l'art autochtone peut unir les communautés* et, finalement, 3) nouvelle exclusive de l'année pour *Mais vers où s'en va le Campus Saint-Jean?* Trois nominations qui reflètent l'énorme travail de Gabrielle Audet-Michaud.

C'est aussi celui de notre graphiste, Andoni Aldasoro, qui, depuis deux ans déjà, permet au journal de gagner le Prix d'excellence générale - qualité graphique. Cette année encore, son talent combiné à nos exigences le place dans les trois finalistes pour ce prix qui sera décerné en octobre prochain.

Finalement, cette année, je ne peux que me ravir d'apprendre qu'une de mes photographies est finaliste pour le Prix d'excellence pour la photographie de l'année. Alors quel plaisir pour toute l'équipe de rédaction de voir notre travail remarqué par Réseau.Presse, l'unique réseau de journaux de langue française desservant la population franco-canadienne en situation minoritaire, dont nous sommes membres depuis de nombreuses années.

Quel journal aujourd'hui peut se targuer d'avoir tant de chroniqueurs et chroniqueuses de qualité qui donnent de leur temps régulièrement pour vous partager leurs sentiments, leurs visions et leurs connaissances sur des sujets variés et diversifiés.

À tout seigneur, tout honneur, je commencerais par remercier Étienne Haché qui ne manque jamais une édition pour partager son «esprit critique» avec nous.

À sa suite, comme vous avez pu le remarquer, Charlie Mbala, professeur au Campus Saint-Jean, nous éclaire régulièrement sur l'état de l'Afrique dans le monde, mais aussi sur les relations du continent avec le Canada. Depuis déjà un an, Dre Julie Hildebrand nous transmet son expertise en santé, alors que Claire Marec, experte en emploi, aime à vous donner l'heure juste sur le monde du travail en Alberta. Bien sûr, je n'oublierai pas Kaylie Murangwa qui, en tant qu'élève du secondaire au Conseil scolaire Centre-Nord, partage sa vision du monde. Ce printemps, et jusqu'à l'automne, Justine Dubrûle, de Nord-Ouest FM, nous partage, elle aussi, sa passion pour le jardinage. Et finalement, je n'oublierai pas de citer notre caricaturiste Melki qui nous en fait voir des vertes et des pas mûres régulièrement. Pour ce numéro, je lui ai donné carte blanche pour résumer sa collaboration, à vous de juger!

La qualité d'un journal, c'est aussi le dévouement de pigistes qui, en fonction de leur temps libre, acceptent de couvrir certains événements et d'écrire quelques articles. Là encore, je dois remercier pour cette dernière année Justine Leblond, journaliste à Radio-France, qui a collaboré au journal lors de son passage en Alberta, Arouna Sissoko qui travaille aujourd'hui à Radio-Canada et Aidan Macpherson qui a toujours été disponible pour donner un coup de main. Et même s'il écrit un peu moins dans le journal, ce dernier apporte toujours sa pierre à l'édifice pour la gestion administrative de celui-ci. Finalement, le journal n'aurait pas cette qualité orthogra-

phique (terme plutôt réducteur) sans notre réviseuse, Isabelle Déchène Guay. Toujours disponible, de nuit comme de jour (très légère exagération), parfois correspondante de qualité, elle est aussi notre œil de lynx, celle qui, après maintes relectures, trouve la petite coquille oubliée par Caliméro!

Je ne serais pas complet si je ne citais pas Josée Levesque et Marie-Eve Chiasson pour leur disponibilité et le suivi des petits sous, ainsi que notre directeur intérimaire Étienne Alary qui, pour une seconde année, conserve les rênes du journal. Merci à toutes et à tous pour votre collaboration si précieuse.

Alors voilà, j'espère que vous apprécierez cette édition florilège 2024!

Arnaud Barbet

PLUMES RECHERCHÉES

Je fais un appel à celles et ceux qui aimeraient prendre la plume et rejoindre notre équipe en tant que correspondants. Comme vous le savez, notre mandat est géographiquement difficile à remplir,

alors si vous êtes dans une localité éloignée ou même à Edmonton, Lethbridge et Red Deer, et que vous désirez partager avec les lecteurs

ce qu'il s'y passe, n'hésitez pas à me contacter pour en parler. Et surtout, ne vous inquiétez pas, nous vous accompagnerons dans cette belle aventure.

Arnaud Barbet

pupitre@lefranco.ab.ca





LE CHOIX D'ARNAUD BARBET, RÉDACTEUR EN CHEF

Lorsque Charlie m'a proposé d'écrire régulièrement une chronique sur l'Afrique pour le journal, c'était une évidence. Après un an, j'espère que ces textes sont appréciés par le plus grand nombre. Pas seulement pour leur aspect pédagogique, informatif, mais aussi pour la réalité des réflexions qu'ils peuvent entraîner au sein des familles, quelles que soient leurs racines, leur religion ou leur classe sociale. *L'Afrique, berceau de la francophonie démontre cette évidence* : l'Afrique est un continent qui a un passé, une histoire et l'avenir de la francophonie dépend de son futur quoiqu'en disent les âmes conservatrices et rétrogrades (article paru dans l'édition du 21 mars 2024).

CHRONIQUE «PAN D'AFRIQUE»

L'AFRIQUE, BERCEAU DE LA FRANCOPHONIE

Après la Deuxième Guerre mondiale, dès les années 1950 et 1960 plus précisément, de nombreux pays africains ont accédé à l'indépendance au terme de processus souvent violents de décolonisation ayant conduit à la création de nouveaux États. Ces derniers se sont ensuite préoccupés de définir leur identité nationale et d'établir des relations avec d'autres nations.

C'est dans ce contexte de décolonisation qu'a émergé la francophonie en Afrique, le français ayant été maintenu comme langue officielle dans plusieurs anciennes colonies françaises après leur indépendance. Avant de comprendre ce qu'il en est aujourd'hui du rapport Francophonie-Afrique, un petit détour par le passé serait une bonne entrée en matière.

UN PEU D'HISTOIRE

Bien que l'invention du terme «francophonie» au 19^e siècle revienne au géographe français Onésime Reclus (1837-1916), son usage ne s'est imposé que dans les années 1960 grâce au premier président du Sénégal, Léopold Sédar Senghor, qui l'a popularisé. Ensemble d'institutions, d'organisations et de communautés culturelles et linguistiques, la Francophonie est née de l'idée de ce même Senghor et de ses pairs tunisien (Habib Bourguiba), nigérien (Hamani Diori) et cambodgien (le prince Norodom Sihanouk) d'un monde solidaire et façonné par l'usage d'une langue commune, le français, langue à laquelle ils prêtaient la capacité à assurer le rapprochement entre peuples. La francophonie dite institutionnelle (Francophonie) sera ainsi portée sur les fonts baptismaux en 1970 à Niamey (Niger), alors que 21 États et gouvernements étaient conviés à signer la convention qui allait donner naissance à l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), ancêtre de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Née 35 ans plus tard, l'OIF inclut désormais dans son mandat les dimensions aussi pertinentes pour l'Afrique que la promotion de la paix, la démocratie et les droits de la personne humaine. Sur ces plans, l'organisation s'est dotée de pouvoirs contraignants face à ses membres qui ne respectent pas les valeurs démocratiques communes.

C'est tout le sens de la Déclaration de Bamako, premier texte normatif en la matière adopté en 2000, à l'occasion du Symposium international sur le bilan des pratiques de la démocratie, des droits et des libertés dans l'espace francophone.

Cette Déclaration affirme en effet que la «Francophonie et la démocratie sont indissociables». Ironie de l'histoire, c'est au Mali que l'association Francophonie-démocratie avait pris son envol et c'est aussi au Mali que «la démocratie traverse une zone de turbulences», comme dans bon nombre de pays francophones, selon l'expression de Louise Mushikibawo, secrétaire générale de l'OIF.

L'AFRIQUE DANS LA FRANCOPHONIE: INAUGURER LES CHRYSANTHÈMES OU PESER DE TOUT SON POIDS

Les liens de l'Afrique avec la Francophonie se décrivent au superlatif. Le continent africain est la région du monde qui compte le plus grand nombre de francophones et la population francophone du continent contribue significativement à l'expansion démographique de la Francophonie, le français étant une langue officielle dans de

nombreux pays africains. Continent le plus linguistiquement diversifié au monde, cette diversification déteint sur la palette linguistique de la Francophonie et sur la diversité culturelle au sein de cette communauté.

Sur le plan politique, les titulaires du poste de Secrétaire général de la Francophonie ont tous été des Africains et/ou des Afro-descendants. Il en va ainsi du premier secrétaire général (1997-2002), l'ancien secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali, de l'ancien président du Sénégal Abdou Diouf qui lui a succédé de 2002 à 2014 avant de céder sa place à Michaëlle Jean (2014-2018), l'ancienne gouverneure générale du Canada, qui est remplacée à Louise Mushikiwabo (2019 à...), du Rwanda, en poste pour un deuxième mandat.

En prenant les rênes de l'OIF, la diplomate rwandaise a trouvé quelques défis sur sa table de travail : conjuguer la voie(x) africaine au sein de cette institution avec celle des autres pays francophones ou francophiles dans le monde pour la préservation de la place du français dans les usages et dans la géopolitique mondiale.

Aujourd'hui, la géopolitique de la langue française s'est beaucoup complexifiée : popularité croissante de la langue russe en Afrique, entrée des langues africaines dans certaines écoles moscovites, triomphe du mandarin sur le continent, attractivité exercée par le Commonwealth sur certains pays africains francophones, etc.

N'est-on pas fondé à affirmer que la Francophonie est à la croisée des chemins?

QUE NOUS RÉSERVE DEMAIN?

Autant pour certains observateurs, la survie du français dépend de l'Afrique, continent dont l'Institut français d'études nationales démographiques (INED) dit qu'il abritera 85% des francophones du monde en 2050, autant les rapports entre les pays africains francophones et leur ancien colonisateur ne plaident pas la cause de la francophonie, malgré l'optimisme des statistiques et les perspectives de la démographie.

Dans un contexte où les anciennes puissances coloniales se sont contentées de décoloniser les Afriques en peinant à s'auto-décoloniser elles-mêmes (Mbembe, 2010), aucune démarche prospective sur la francophonie ne saurait **occulter** l'influence que la diplomatie État africain-État français, en l'occurrence, exerce sur le rapport des Afriques au français.

La mutation en 2023 du statut constitutionnel de la langue française au Mali, passant de «langue officielle» à «langue de travail», dans un contexte de tension diplomatique entre Bamako et Paris, est une illustration de cette réalité. Celle-ci exacerbée aussi par le sentiment anti-France ou anti-politiques françaises en Afrique (selon l'appellation que l'on choisit), notamment dans le contexte des crises dans la région du Sahel ou dans le climat d'animosité qui affecte le maintien du franc CFA auquel il est prêté toutes les intentions néocoloniales.

Bien plus encore, pour une certaine opinion, les anciennes colonies britanniques



se sont développées beaucoup plus rapidement que leurs homologues francophones, ce qui tend à justifier pourquoi certains pays africains francophones sont attirés par le Commonwealth. Les cas les plus récents étant le Gabon et le Togo.

Après l'exemple célèbre du Rwanda, entré dans le Commonwealth en 2009 et dont les politiques ont fait reculer l'usage du français dans l'espace public pour faire plus de place à la langue anglaise (devenue l'une des trois langues officielles avec le kinyarwanda et le français), les exemples togolais, gabonais ou maliens évoqués sont des leçons à tirer quant à l'avenir de la francophonie en Afrique.

Les perspectives francophones dans la région résident dans les efforts de collaboration entre l'OIF et le Commonwealth tant sur le plan institutionnel que sur le plan des interventions conjointes dans le continent, question de traduire l'idée qu'on ne saurait construire l'Afrique ou les relations avec l'Afrique en considérant les espaces socioculturels comme des réalités séparées, encore moins antagoniques. ▲

« L'OIF INCLUT DÉSORMAIS DANS SON MANDAT LES DIMENSIONS AUSSI PERTINENTES POUR L'AFRIQUE QUE LA PROMOTION DE LA PAIX, LA DÉMOCRATIE ET LES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE. »

Charlie Mballa



GLOSSAIRE

OCULTER
Cacher à la vue, dissimuler



CHARLIE MBALLA
CHRONIQUEUR

Titulaire d'un doctorat de sciences politiques de l'Université Paris-Panthéon-Assas (Paris II), **Charlie Mballa** est professeur adjoint en science politique au Campus Saint-Jean (CSJ) de l'Université de l'Alberta, où il enseigne depuis 2017. (Pour en savoir plus sur Charlie Mballa : lefranco.ab.ca.)



HOULE, LUCIEN

1934 - 2024

C'est avec une profonde tristesse que la famille de Lucien Thomas Houle annonce son décès le 26 juillet 2024, à l'âge de 89 ans.

Il laisse dans le deuil ses enfants Vincent, Linda, et Timothy (Lisa); ses petits-enfants; ses frères et sœurs survivants et membres de la famille étendue; ainsi que beaucoup d'amis et de proches. Il nous manquera beaucoup.

Lucien a été précédé par son épouse Sheila Houle (née Curtis) et son fils Peter, ainsi que par ses parents Arthur et Émilie et plusieurs frères et sœurs.

Lucien est né dans une des premières familles pionnières de Morinville et y a résidé pendant la plus grande partie de sa vie. Il était un fier Franco-Albertain.

Lucien était très impliqué dans sa communauté, particulièrement après avoir pris sa retraite de soudeur. Quand il était plus jeune, il s'est impliqué dans quelques associations sportives de la région et il a été arbitre pour le hockey pendant plusieurs années. À la suite de sa retraite, il a fait du bénévolat au sein de nombreuses organisations et associations caritatives locales, incluant la Société historique et culturelle de Morinville, le Musée Morinville Museum, le Club Rendez-Vous de Morinville, et la Société Touristique de Centralta. Pendant de nombreuses années, les membres du Club Rendez-Vous bénéficiaient de son expertise et de sa sagesse lors des leçons hebdomadaires de bridge qu'il organisait.

Lucien était un membre actif de l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA). En 2014, il a été honoré et reconnu comme membre émérite de l'Ordre des sages pour sa précieuse contribution à l'épanouissement de la francophonie albertaine. Parmi ses activités avec la communauté de l'ACFA, les gens se souviendront de lui pour donner un coup de main lors des Cabanes à sucre organisées pour les écoles francophones et d'immersion française dans la région.

La messe des funérailles sera célébrée à 10h30 le 8 août 2024, en la chapelle du complexe funéraire St. Albert Funeral Home, 9 Muir Drive, St. Albert, Alberta, suivie de l'inhumation au cimetière de Morinville.

Au lieu des fleurs, vous pouvez témoigner votre sympathie en versant un don à la Fondation des maladies du cœur et de l'AVC du Canada, ou à une association caritative de votre choix.



LE CHOIX D'ARNAUD BARBET, RÉDACTEUR EN CHEF

«Je tiens à préciser que je ne suis pas Noir seulement en février. Je suis Noir toute l'année.» Tout est dit! Dans cet entretien effectué par Gabrielle, Yao se prête au jeu des questions-réponses avec beaucoup de sincérité. Alors que les temps s'assombrissent, que l'intolérance semble prendre de plus en plus de place dans le quotidien des citoyens, il n'est pas vain de relire ce texte (article paru dans l'édition 1^{er} février 2024). Et lorsque Yao nous interpelle sur les médias et leurs éditoriaux, je ne peux que me faire l'avocat du diable en invitant toute la communauté afro-descendante francophone à exprimer le désir de partager avec nos lecteurs et lectrices ces belles réussites qui semblent ne pas être l'apanage de quelques-uns. Pour cela, il suffit de contacter *Le Franco*...

RENCONTRE AVEC YAO : UN ARTISTE PORTEUR DE CHANGEMENT

Yaovi Hoyi, également connu sous le nom de scène Yao, est un artiste aux multiples facettes qui jongle entre ses rôles d'auteur-compositeur-interprète, de slameur et d'entrepreneur. Né en Côte d'Ivoire de parents togolais, ce Franco-Ontarien a récemment animé, en Alberta, la tournée antiracisme *Et si on redéfinissait nos couleurs*. La rédaction s'est entretenu avec lui dans le cadre du Mois de l'histoire des Noirs afin de connaître ses perspectives non seulement sur cette célébration, mais aussi sur divers sujets tels que la nécessité de rendre visibles les expériences des personnes afro-descendantes dans toutes les sphères de la société et le rôle crucial des arts et des médias dans l'instauration du changement.

PROVINCIAL

SOCIÉTÉ

IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE FRANCO

« LES MÉDIAS MANQUENT DE FONDS, MANQUENT DE PERSONNEL. MAIS J'ESTIME QUAND MÊME QU'IL Y A UN TRAVAIL ACTIF À MAINTENIR. » Yao

GLOSSAIRE TEMPÉRER Adoucir, modérer

GABRIELLE AUDET-MICHAUD JOURNALISTE

L **E FRANCO :** Vous avez exprimé par le passé des réserves par rapport au Mois de l'histoire des Noirs en raison de l'attention médiatique, parfois limitée, accordée à ce mois qui, ironiquement, est aussi le plus court de l'année. Pourriez-vous nous expliquer plus en détail pourquoi cette focalisation mensuelle vous semblait problématique?

YAO : Quand j'ai commencé ma carrière, je détestais participer à des événements pendant l'histoire des Noirs pour la simple et bonne raison que j'avais l'impression de chercher toute l'année à faire des spectacles et j'avais l'impression qu'en février, tout d'un coup, tout le monde voulait me booker. Ça m'énervait.

Par la suite, je me suis dit que la manière la plus simple pour changer les choses, c'était d'être assis autour de la table et de participer activement, alors j'ai commencé à multiplier les [apparitions] pendant le Mois de l'histoire des Noirs, mais je m'assurais de spécifier, à chaque spectacle, que notre identité ne se résume pas à un seul mois. Je n'ai pas une réticence, c'est plus que je tiens à préciser que je ne suis pas Noir seulement en février. Je suis Noir toute l'année.

Les conversations pertinentes que nous avons en février, il faudrait s'assurer qu'on les ait à d'autres moments de l'année.

LE FRANCO : Trouvez-vous que cette vision mensuelle a changé ou évolué si l'on compare la situation actuelle à celle que vous avez vécu à votre arrivée sur la scène artistique?

YAO : Aujourd'hui, il y a beaucoup plus d'initiatives, surtout depuis le Black Lives Matter, qui nous font sortir de cette vision et qui permettent aux artistes noirs de ne pas rester cantonnés dans une boîte. Les programmations sont de plus en plus éclectiques à l'année, on voit des artistes noirs en novembre, en janvier, en mai...

LE FRANCO : Ces ajustements permettent-ils, de manière générale, de donner une meilleure visibilité aux expériences afro-descendantes?

YAO : C'est une grosse question. Je vais vous donner une perspective.

La décennie comprise entre 2015 à 2024 est officiellement, selon l'ONU, consacrée aux personnes d'ascendance africaine. [...] Combien de personnes le savent? J'estime qu'il y a beaucoup plus qui aurait dû être fait par rapport à ça. Le gouvernement fédéral, lui-même, a pris deux ans pour reconnaître cette décennie.

Je **tempère** mon propos en disant, oui, il y a eu beaucoup d'améliorations, il y a une meilleure visibilité, mais c'est quand même important de mentionner qu'on pourrait toujours faire plus.

LE FRANCO : Vous avez abordé brièvement la question de représentation dans le milieu artistique, est-ce qu'il y a d'autres sphères qui vous inquiètent, où il manque de représentation de personnes noires au pays?

YAO : J'estime que le manque de représentation est visible dans pratiquement toutes les sphères. Ce n'est pas la faute à quelqu'un en particulier, c'est simplement une réalité tangible que l'on se doit

« JE TIENS À PRÉCISER QUE JE NE SUIS PAS NOIR SEULEMENT EN FÉVRIER. JE SUIS NOIR TOUTE L'ANNÉE. » Yao

↑ Yao est un artiste multidisciplinaire et un entrepreneur. Photo : Sébastien Lavallée



« IL Y A ENCORE DES STÉRÉOTYPES DANS LA MANIÈRE DONT ON POUSSE LES JEUNES VERS CERTAINS DOMAINES. »
Yao

← La rédaction s’est entretenue avec Yao dans le cadre du Mois de l’histoire des Noirs. Photo : GHOST

d’aborder. On devrait agir de manière commune pour combler ce manque, sans nécessairement parler de discrimination positive, mais plutôt en mettant de l’avant, de manière plus efficace, les compétences de toutes les communautés.

Si on prend aléatoirement un domaine comme l’ingénierie, on peut conclure facilement, sur le fait, qu’il n’y a pas beaucoup de représentation noire. Comment s’y prend-on pour améliorer la tendance? On doit se poser des questions. Pourquoi il n’y a pas plus de jeunes noirs qui s’intéressent à l’ingénierie, pourquoi il n’y a pas plus d’enseignants et d’écoles qui poussent ces jeunes à choisir l’ingénierie?

Je le vois, à force de faire des projets d’animation culturelle dans les écoles, il y a encore des stéréotypes dans la manière dont on pousse les jeunes vers certains domaines. On devrait mettre toutes les cartes sur table et encourager tous les programmes d’études, peu importe le groupe à qui on s’adresse.

LE FRANCO : *Quelle est, selon vous, la responsabilité des médias dans la représentation authentique et équitable des enjeux liés à la communauté afro-descendante?*

YAO : On n’a pas besoin de chercher loin pour voir à quel point la représentation est importante. Prenons Obama. Combien de Noirs se sont intéressés à la politique du moment où ils ont vu un politicien noir? Les médias sont le reflet de notre société. Du moment où tu te vois et tu reconnais quelque chose qui est face à toi, tu ambitionnes d’être un jour à cet endroit. Ça devient possible.

Si les médias ne montrent pas ces exemples de réussites, les jeunes ne peuvent pas y voir là quelque chose d’accessible.

LE FRANCO : *Rebondissons là-dessus. Comment envisagez-vous que les médias, y compris Le Franco, peuvent encourager une discussion continue sur les questions liées aux communautés afro-descendantes?*

YAO : Il y a toujours deux côtés à une médaille. Je vais utiliser la musique en exemple. Aujourd’hui, on est à l’ère de la consommation passive de musique. Les gens ne font plus d’efforts pour chercher et découvrir de nouveaux artistes. Tout leur est donné tout cru dans le bec. Tu vas sur Spotify, tu trouves une *playlist* et tout est là.

Pourquoi est-ce que je fais ce parallèle? Parce que j’estime qu’aujourd’hui, beaucoup de médias sont devenus passifs. On leur envoie de l’information, ils font du copier-coller. Il n’y a plus de recherche. Je comprends la réalité structurelle. Les médias manquent de fonds, manquent de personnel. Mais j’estime quand même qu’il y a un travail actif à maintenir. Est-ce que vous cherchez à savoir ce qui se passe dans votre communauté ou êtes-vous assis en train d’attendre qu’on vous envoie des communiqués de presse?

Approchez les communautés ethno-culturelles en leur demandant des renseignements! Qui sont vos leaders? Quels sont vos organismes clés? Avez-vous des nouvelles à nous partager? En ouvrant le dialogue, on peut voir qu’il y a des pistes de réflexions et de représentations auxquelles on aurait pas pensé.

LE FRANCO : *Comment percevez-vous le rôle ds arts dans la contribution à un dialogue continu sur les enjeux du racisme, de la diversité, etc.?*

YAO : C’est un rôle que je trouve très important. En grandissant, j’ai entendu une

phrase qui disait que l’art était l’âme d’un peuple. Pensez-y, on arrive à reconnaître toute une génération, une civilisation à travers son art. Je me suis dit, si l’art est l’âme d’un peuple, peut-être que la musique en est la voix, l’art visuel, les yeux, l’art culinaire, le goût.

Il y a une raison pour laquelle lorsqu’il y a un coup d’État dans un pays, on musèle d’abord les artistes.

Le divertissement est une partie de l’art, mais on se doit aussi de comprendre notre rôle, de pointer du doigt les injustices. Lorsqu’on a commencé à parler de l’épidémie du crac aux États-Unis, c’était parce que les rappeurs avaient commencé à en parler dans leurs chansons. Lorsqu’on a commencé à se pencher sur la question des ghettos et de la violence policière, c’est parce que les rappeurs en parlaient dans leurs chansons.

Maintenant, on en parle, on s’indigne parce qu’on voit des vidéos sur les réseaux sociaux, mais ça fait longtemps que les artistes en parlaient.

LE FRANCO : *Avec les réseaux sociaux, les chambres d’écho qui se créent, n’avez-vous pas l’impression que les artistes sont limités dans leur capacité à aller rejoindre et sensibiliser des personnes qui auraient pourtant besoin de s’ouvrir à la différence?*

YAO : Les réseaux sociaux, ça donne de la visibilité, mais il y a énormément de messages pertinents qui sont dilués dans la masse. En anglais, on utilise une expression qui parle beaucoup : *There’s a lot of noise*. (Il y a beaucoup de bruit.) [...]

Aujourd’hui, n’importe qui peut créer son *podcast*, raconter des conneries et il y a des milliers de personnes qui vont écouter et y croire. La vérité est diffuse. Ça, c’est dangereux. [...] N’importe qui peut se permettre de raconter n’importe quoi sur les plateformes au nom de la liberté d’expression. Je suis pour cette liberté d’expression, mais qui dit droit dit aussi devoir.

LE FRANCO : *Parlant de devoir, est-ce qu’il y a, selon vous, un devoir de connaissance de ses origines pour la jeune communauté afro-descendante afin d’être consciente des enjeux qui la touche?*

YAO : Il y a un proverbe africain qui dit : «Faut savoir d’où tu viens pour savoir où tu vas». Et moi, j’ai tendance à ajouter : «Mais surtout pour apprécier où tu es». [...] Moi, si je suis ici aujourd’hui, c’est parce que des artistes noirs ont défriché le chemin pour moi, ils m’ont ouvert la porte. Alors, c’est aussi mon rôle de défricher le chemin pour d’autres.

C’est en 10^e année, dans mon cours d’histoire du Canada, quand mon enseignant m’a autorisé à faire mon étude indépendante sur la colonisation de l’Afrique que j’ai compris le monde.

J’ai compris pourquoi mes parents me disaient de travailler deux fois plus fort, pourquoi en m’habillant comme un gangster, j’aurais des chances de me faire *profiler* dans la rue par la police, pourquoi je devais éviter de faire des conneries. On vit encore dans un monde où une personne blanche qui se promène dans la rue avec un fusil se fait accoster de manière différente qu’un Noir dans le même scénario. C’est la réalité et il faut la comprendre.

LE FRANCO : *Merci de la générosité de vos réponses. En terminant, y a-t-il un message que vous aimeriez transmettre à nos lecteurs?*

YAO : Soyez curieux, allez comprendre la réalité de votre voisin, apprenez à le connaître. C’est la seule manière que l’on va être capable d’évoluer comme société. ▲



LE CHOIX DE GABRIELLE AUDET-MICHAUD, JOURNALISTE

De nombreux Franco-Canadiens et Franco-Albertains partagent des racines communes, descendant pour la plupart de colons français ayant émigré à divers moments du peuplement de la Nouvelle-France, sur une période de deux siècles.

Cependant, beaucoup ignorent l'histoire et l'origine réelle de leurs ancêtres, un mystère qui incite certains à rechercher des réponses. Dans cet article, mon ancienne et respectée collègue Justine Leblond cerne avec justesse ce besoin de connaissance. Elle met également en lumière la passion des bénévoles et des généalogistes amateurs qui se consacrent à retracer les histoires et à redonner vie à ces récits captivants (article paru dans l'édition du 1^{er} février 2024).



↑ Doriane Vincent, Michèle Fortin et Jean-Yves Vanier sont des bénévoles de la Société généalogique du Nord-Ouest. Photo : Justine Leblond

LA SOCIÉTÉ GÉNÉALOGIQUE DU NORD-OUEST EN QUÊTE DE FRANCOPHONES

Depuis 1991, à Edmonton, la **Société généalogique du Nord-Ouest** propose aux francophones d'Amérique du Nord de retracer la vie de leurs ancêtres pour connaître leurs origines. Une dizaine de bénévoles s'affairent avec passion à remonter les arbres généalogiques, à commencer par le leur.

Dès que l'on passe la porte de la Société généalogique du Nord-Ouest, dans La Cité francophone à Edmonton, des dizaines de livres disposés sur des étagères, parfois avec des noms de famille sur les couvertures, attirent le regard des curieux.

Tout de suite, l'envie de savoir d'où l'on vient s'empare du visiteur. C'est cette même envie qui a réuni la dizaine de bénévoles présents dans les locaux en ce jeudi matin. Parmi eux, le vice-président de l'organisme, Jean-Yves Vanier, et Michèle Fortin, une généalogiste amatrice.

«La première étape de tout généalogiste amateur, c'est de poser des questions à nos parents et à nos grands-parents», explique avec passion Jean-Yves Vanier investi à la Société généalogique depuis plus de 18 ans. Et puis, il y a ceux qui s'arrêtent là et ceux qui veulent continuer...



↑ Un lecteur de microfiches pour afficher d'anciens registres miniaturisés. Photo : Justine Leblond

«C'est là qu'on devient une ressource utile pour les gens : on les aide à trouver l'arrière-grand-père et on peut remonter facilement jusque dans les années 1500.» Depuis 1991, les bénévoles sont là pour aider gratuitement les francophones et anglophones de l'Alberta à trouver leurs origines. Jean-Yves a même lancé sa propre entreprise, Vos Aïeux, pour faire lui-même les recherches sur demande.

Les bénévoles passent des heures à fouiller dans les recensements québécois, acadiens ou canadiens. L'équipe s'appuie sur les actes originaux et les archives départementales, précise Jean-Yves. «On cherche les actes de baptême, de mariage, de sépulture... et sur des actes, on peut voir le nom des parents, du parrain, de la marraine, des mariés et, de cette façon, on peut retracer avec certitude la filiation de chaque personne.»

Sur Internet, le plus fiable est d'utiliser des bases de données spécialisées dans les ressources sur les ancêtres francophones, comme Généalogie Québec, où les registres originaux ont été numérisés.

COUSINE ÉLOIGNÉE DE JUSTIN TRUDEAU

La majorité des ancêtres des Canadiens francophones présents sur le territoire depuis plusieurs générations viennent du nord-ouest de la France. Jean-Yves et Michèle n'échappent pas à la règle. «Du côté de ma mère, on vient de Rouen! Et du côté de mon père, c'est Mortagne-au-Perche», sourit la descendante de Normands.

«De mon côté, c'est la Normandie et La Rochelle, ajoute Jean-Yves, mes lignées directes viennent d'Honfleur.» Plusieurs arrivants venaient aussi de Paris, notamment les Filles du Roy, de jeunes femmes envoyées par Louis XIV en Nouvelle-France pour combler l'écart des sexes qui s'y creusait.

En Alberta, le français a été la première langue européenne parlée dans la province grâce aux voyageurs et au commerce du bois et de la fourrure.



«**CE N'EST PAS SI LOIN! MON ANCÊTRE EST ARRIVÉ EN 1550. À CETTE ÉPOQUE, IL Y AVAIT QUOI... QUELQUES CENTAINES, MILLIERS DE FRANCOPHONES MAXIMUM.**»

Michèle Fortin

Un généalogiste est une personne qui, par ses recherches, est capable de dénombrer, par filiation, les ancêtres d'un individu.

JUSTINE LEBLOND
JOURNALISTE



↑ Jean-Yves Vanier fait une recherche dans une base de données. Photo : Justine Leblond

La majorité des francophones arrivés à l'ouest du pays sont d'abord passés par le Québec, complète Jean-Yves. «Que ce soit Québec, Trois-Rivières, Montréal... ou alors l'Acadie. Puis, début 1700, les voyageurs ont commencé à explorer l'Ouest, notamment La Vérendrye et d'autres. Pour l'installation des premiers colons, on parle davantage des années 1850-1860.»

S'établissent ensuite des hameaux francophones comme Lamoureux, Plamondon ou Saint-Isidore. Certains francophones arrivent aussi par les États-Unis. «J'ai un oncle qui a fait ça, commente Michèle, il est parti du Québec pour aller en Nouvelle-Angleterre avant de décider de retourner au Québec. Il travaillait dans des usines textiles, mais il y a eu un moment où les Américains ne voulaient plus des francophones qu'ils accusaient de voler leurs *jobs*.»

Plus on se renseigne sur sa famille, plus on a des chances de découvrir des liens avec d'autres francophones vivant au Canada. «On se trouve des ancêtres communs entre nous facilement, au Québec, l'**endogamie** est très importante! Si je fais une recherche, là, pendant une heure, je suis capable de nous trouver des cousins de 7, 8, 9, 10^e génération », s'amuse Jean-Yves.

En faisant ses propres recherches, Michèle a découvert que Justin Trudeau est son cousin éloigné de quatre générations. « Ce n'est pas si loin! Mon ancêtre est arrivé en 1550. À cette époque, il y avait quoi... quelques centaines, milliers de francophones maximum», note-t-elle, tout sourire.

RACONTER DES HISTOIRES

Michèle et Jean-Yves sont devenus de vrais chasseurs d'anecdotes. «À travers les registres et les recensements, on trouve les histoires des personnes. Ce n'est pas juste des dates et des noms, c'est ça qui est intéressant et que les gens veulent savoir», dépeint Jean-Yves qui passe beaucoup de temps à fouiller dans des articles de journaux.

Certains francophones restreignent leurs recherches à leur ligne directe, un travail qui peut être achevé en trois ou quatre heures. Michèle, elle, a passé trois années à retracer ses origines, recensant plus de 4 000 ancêtres. «J'ai un client qui veut savoir tous ses ancêtres, sur douze générations. On parle de presque 10 000 personnes! Il veut savoir toutes les histoires, donc il m'a engagé pour cinq ans», illustre Jean-Yves.

Ces quêtes historiques et personnelles donnent souvent lieu à des histoires touchantes, dont une qui a particulièrement marqué le généalogiste. « J'avais notamment retracé l'histoire de deux Acadiens déportés en France, à Saint-Malo, et qui étaient morts, l'une durant la traversée et l'autre peu de temps après, laissant derrière eux des orphelins. C'était très émouvant.»

Chaque visiteur qui franchit la porte de la Société Généalogique vient chercher une histoire différente, la sienne. Alors que les Québécois se demandent quelle est leur ville d'origine en France, les Acadiens, eux, cherchent généralement à savoir ce que leurs ancêtres ont vécu durant la déportation. ▲

«**J'AVAIS NOTAMMENT RETRACÉ L'HISTOIRE DE DEUX ACADIENS DÉPORTÉS EN FRANCE, À SAINT-MALO, ET QUI ÉTAIENT MORTS, L'UNE DURANT LA TRAVERSÉE ET L'AUTRE PEU DE TEMPS APRÈS, LAISSANT DERRIÈRE EUX DES ORPHELINS. C'ÉTAIT TRÈS ÉMOUVANT.**»

Jean-Yves Vanier

GLOSSAIRE

ENDOGAMIE

Obligation pour les membres d'un groupe social (famille, clan, tribu, etc.) de choisir leur conjoint à l'intérieur de ce groupe.



LE CHOIX D'ANDONI ALDASORO, GRAPHISTE

L'intelligence artificielle, un géant qui nous souffle dans le cou depuis quelques années. Nous ne pouvons et ne devons l'éviter, la meilleure chose que nous puissions faire, après avoir pris conscience de sa portée, est de connaître sa nature et d'essayer de l'utiliser à notre avantage. Félicitations à Gabrielle Audet-Michaud pour ce texte intéressant (article paru dans l'édition du 16 mai 2024).

RÉINVENTER LE MONDE DU TRAVAIL À L'ÈRE DE L'IA

L'intelligence artificielle (IA) occupe une place de plus en plus prépondérante sur le marché du travail mondial et, à l'instar de toute révolution technologique, elle suscite son lot de réactions. Tandis que certains redoutent une automatisation susceptible d'entraîner une vague massive de suppression d'emplois, des experts calment le jeu en rappelant l'importance d'une intégration éthique de ces technologies, dans l'intérêt des travailleurs.

Près du quart des Canadiens (22%) utilisent désormais des outils d'IA générative, tels que ChatGPT, Midjourney ou Gemini, pour améliorer leur efficacité au travail, révèle une étude publiée en novembre dernier par KPMG. Cette utilisation, en plus d'être en constante progression, génère aussi des gains de productivité importants selon les données recueillies.

«L'IA peut prendre en charge les parties répétitives du travail souvent peu appréciées par les employés, leur permettant ainsi de se concentrer là où leur talent peut vraiment s'exprimer», résume Grégory Szriftgiser, cofondateur et chargé du design chez AI Redefined. Cette compagnie de *deep tech* basée à Montréal était d'ailleurs présente lors du dernier Rendez-vous d'affaires organisé à Calgary par le Conseil de développement économique de l'Alberta (CDÉA), dont les activités sont aujourd'hui réunies sous l'entité Parallèle Alberta.

Par tâches répétitives, on peut penser à la rédaction de courriels, à la création de présentations ou encore à l'analyse de renseignements provenant de sources accessibles au public. «Dans certains métiers légaux, il existe maintenant des modèles de langage qui sont entraînés pour faire des résumés juridiques. Ça fait gagner énormément de temps», ajoute l'expert.

Ce dernier milite ouvertement en faveur d'une utilisation de l'IA qui favorise une synergie entre l'humain et la machine, notamment sur le marché du travail. L'idée n'est donc pas de remplacer les travailleurs en automatisant divers métiers, mais plutôt de les «augmenter» en leur offrant des outils pour accroître leur efficacité.

En dehors de ses projets de recherche, AI Redefined est engagé dans les secteurs de l'aérospatial, de la gestion des énergies renouvelables et de l'entraînement adaptatif des opérateurs spécialisés, justement dans l'objectif de trouver des moyens d'optimiser les ressources grâce à la technologie. La *start-up* se concentre, entre autres, sur un projet qui vise à automatiser une partie de la formation des pilotes d'avion d'eVTOL. Cette initiative permettrait de soulager la charge de travail des instructeurs qui sont peu nombreux et souvent submergés par leurs responsabilités.

«Pourquoi ne pas *off-loader* [une] partie du curriculum et utiliser l'intelligence artificielle pour entraîner les étudiants [...] au début de leur apprentissage, quand les simulations peuvent être simplifiées et que c'est de la matière de base? [On] pourrait garder les instructeurs pour des moments clés», affirme le cofondateur de la *start-up*.

MACHINE ET HUMAIN, MAIN DANS LA MAIN

Cette idée de collaboration étroite entre l'IA et les travailleurs, le professeur au département d'informatique de la faculté des sciences de l'Université de l'Alberta et expert en intelligence artificielle, Matthew E. Taylor, en a fait son domaine de prédilection.

«Ce que nous voulons, c'est que l'IA fasse ce qu'elle sait le mieux faire soit collecter, **amalgamer**, analyser des données et les communiquer en temps réel, mais que les humains fassent aussi ce qu'ils savent le mieux faire : avoir des connaissances de fond, un sens éthique développé et une compréhension des intentions derrière un projet», précise-t-il.

Bien qu'il admette que l'IA aura «probablement» des répercussions sur le secteur de l'emploi dans les années à venir, le chercheur reste optimiste quant à la nature de ces changements. Il espère que les emplois destinés à être automatisés seront principalement ceux qui sont jugés comme peu attrayants pour les humains, une catégorie de métiers qu'il décrit lui-même comme étant «sales, dangereux et exigeants». Il souligne également le potentiel des nouvelles technologies en ce qui concerne la création d'emplois, qui pourrait contribuer à rééquilibrer le marché en cas d'élimination d'autres emplois.

Malgré les nuances et assurances qu'il apporte, le professeur Taylor reconnaît tout de même que tous ces changements dans l'univers du travail peuvent susciter de l'inquiétude au sein de la population. D'autant plus que les lacunes juridiques laissées par l'IA et les enjeux éthiques qu'elle peut soulever sont bien réels. Et d'après lui, ce ne sont pas les «nerds technologiques» qui devraient se pencher sur ces questions, mais plutôt la classe politique.

«Au Canada, c'est déjà commencé. Nous avons des conversations et nous sollicitons la participation de plusieurs politiciens. C'est un enjeu de société de déterminer comment nous allons gérer cette technologie pour qu'elle profite à tout le monde [...],» mentionne-t-il.

DES ENJEUX QUI DÉPASSENT LES FRONTIÈRES DE LA SCIENCE

Grégory Szriftgiser estime, lui aussi, qu'il incombe à l'État de mettre en place un cadre juridique autour de ces nouvelles technologies. Il souligne la nécessité de mettre en place des systèmes garantissant une intégration efficace de l'IA dans les environnements professionnels afin de préserver les travailleurs et leur éviter tout préjudice.

«On doit permettre aux travailleurs de se préparer, ils doivent comprendre comment ça va impacter leur métier», indique-t-il. Ces conséquences vont bien au-delà de la question de la perte d'emploi qui ne serait en fait que la pointe de l'iceberg. Dans la mesure où des systèmes très efficaces seraient développés, des systèmes capables de trouver des solutions là où «les êtres humains sont [bloqués]», l'expert redoute que ce soit le rapport au travail lui-même qui en prenne un coup.

«Est-ce qu'il n'y a pas un énorme déficit de l'attention qui va automatiquement s'installer [chez] l'utilisateur? Si l'IA est [particulièrement performante], les travailleurs pourront se dire "je n'ai pas besoin de



PROVINCIAL



ÉCONOMIE

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



«
L'IA PEUT
PRENDRE EN
CHARGE LES
PARTIES
RÉPÉTITIVES
DU TRAVAIL
SOUVENT PEU
APPRÉCIÉES PAR
LES EMPLOYÉS,
LEUR PERMET-
TANT AINSI DE SE
CONCENTRER LÀ
OÙ LEUR TALENT
PEUT VRAIMENT
S'EXPRIMER.»
Grégory Szriftgiser



«
CE QUE NOUS
VOULONS, C'EST
QUE L'IA FASSE
CE QU'ELLE SAIT
LE MIEUX FAIRE
SOIT COLLECTER,
AMALGAMER,
ANALYSER DES
DONNÉES ET LES
COMMUNIQUER
EN TEMPS RÉEL.»
Matthew E. Taylor



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE



[contre-vérifier]”. Et si les gens sont moins investis, c’est possible aussi que ça ait des impacts auxquels on ne réfléchit pas forcément», partage-t-il.

Parmi ces répercussions possibles, il évoque la perte de sens qui pourrait survenir si certains métiers étaient trop dénaturés par l'IA. Pour prévenir cette situation, l'expert souhaite instaurer des moments de réflexion permettant aux travailleurs de reconnaître les aspects gratifiants et stimulants de leur travail afin d'établir des limites à l'intervention de l'intelligence artificielle.

«Il ne faudrait pas que les gens commencent à se dire : “demain, je ne servirai plus à rien”. Parce que pour que les humains soient heureux, ça prend de l'amour, mais aussi un quotidien qui les nourrisse», laisse-t-il entendre.

Par ailleurs, la perte de connaissances et d'aptitudes humaines qui pourrait survenir aux mains de l'automatisation ne doit pas être négligée. «C'est un peu comme les pyramides. Aujourd'hui, avec nos machines pour construire, ces techniques ont été perdues», compare l'expert.

UNE PROGRESSION FULGURANTE

Ces dérives potentielles ne devraient pas pour autant décourager le développement de l'IA, surtout dans l'optique où ces technologies pourraient accompagner les humains pour trouver des solutions à des enjeux civilisationnels urgents tels que la question de l'accès à l'eau potable et des changements climatiques.

«Je pense que ces problématiques, on ne saura pas les résoudre sans s'adjoindre à [des outils de] l'IA. On est trop lents, c'est trop pressant et c'est trop complexe», nuance Grégory Szriftgiser.

Dans ce contexte, le professeur Taylor insiste à nouveau sur l'importance d'une collaboration étroite entre les gouvernements et la communauté scientifique pour stimuler le développement rapide de l'IA. Il met d'ailleurs en lumière les réussites de l'Alberta qui se démarque de plus en plus en tant que leader mondial dans ce domaine.

«L'Université de l'Alberta est l'une des meilleures universités en IA au monde. On fait de grandes avancées ici. C'est grâce au soutien financier significatif d'Ottawa et d'Edmonton qu'on peut faire progresser la recherche», conclut-il avec conviction. ▲

↑ Credit : Emiliano Vittoriosi - Unsplash.com

«
AU CANADA, C'EST
DÉJÀ COMMENCÉ.
NOUS AVONS
DES CONVERSA-
TIONS ET NOUS
SOLLICITONS LA
PARTICIPATION DE
PLUSIEURS POLI-
TICIENS. C'EST UN
ENJEU DE SOCIÉTÉ
DE DÉTERMINER
COMMENT NOUS
ALLONS GÉRER
CETTE TECH-
NOLOGIE POUR
QU'ELLE PROFITE
À TOUT LE
MONDE [...].»
Matthew E. Taylor



GLOSSAIRE

AMALGAMER

Combiner des éléments

PARCOURS ENTREPRISE



Services gratuits
d'accompagnement
sur mesure



PARCOURS EMPLOI





LE CHOIX DE GABRIELLE AUDET-MICHAUD, JOURNALISTE

Ce texte a été préparé dans le cadre du Mois de l'histoire des Noirs et je souhaitais l'inclure dans notre sélection, car, à mon sens, donner de la visibilité aux communautés ethnoculturelles devrait être une priorité constante dans notre métier de journaliste, pas seulement l'affaire d'un mois. Lors de la préparation de ce reportage, je me suis heurtée à plusieurs portes closes, notamment dans la recherche d'intervenants capables de répondre à mes questions. Personne ne semblait disponible ni intéressé à participer à notre article. Mais au final, je crois que j'ai bien fait d'être patiente, car j'ai découvert deux perles : Aimée et Bukola qui ont partagé avec enthousiasme les dessous de leur commerce! (Article paru dans l'édition du 15 février 2024).



↑ Mama Aimée est toujours prête à répondre aux questions de ses clients ou à leur servir une assiette de son fameux pondu. Photo : Courtoisie



↑ La farine de Fufu est incontournable. Photo : Arnaud Barbet



↑ Les produits offerts au African Choice Market permettent aux immigrants africains de Calgary de garder un lien avec l'expérience culinaire de leur pays. Photo : Courtoisie

LES ÉPICERIES AFRICAINES ONT LA COTE EN ALBERTA

Plusieurs marchés typiquement africains ont fleuri à Calgary et à Edmonton au cours des dernières années, offrant du même coup aux immigrants de plus en plus d'options pour s'approvisionner en épices et en produits de leurs terres d'origine. Pour beaucoup, c'est une manière tangible de retrouver un fragment des saveurs de la maison, même de ce côté-ci de l'Atlantique.



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

Affectueusement connue sous le **sobriquet** de Mama Aimée par ses clients et intimes, Aimée Mpilidi a ouvert les portes de son épicerie à Edmonton au début de l'été 2020. Depuis, le WENZE Market, avec son comptoir de mets à emporter d'inspiration typiquement africaine et caribéenne, accueille ses visiteurs dans la convivialité et la bonne humeur. La communauté a pris l'habitude de venir y faire ses emplettes et y échanger des brins de conversation.

«On a nos clients habituels, beaucoup d'Africains d'origine, mais aussi des curieux qui entrent, font le tour des allées et achètent», explique la propriétaire. À travers les étagères de la boutique, les visiteurs peuvent trouver des produits congolais, d'où est originaire Aimée, mais aussi des produits importés du Ghana, du Nigéria, de la Côte d'Ivoire et même du Bénin.

Cette variété est «cruciale» puisque l'Afrique comprend après tout cinquante-quatre pays aux cultures et traditions distinctes. La richesse des saveurs est tout aussi vaste, offrant une gamme presque infinie d'options : des œufs de jardin aux feuilles de manioc, des noix dika aux sauces pour poisson, des légumes, des grains, sans oublier la panoplie de jus spécialisés.

«Il y a beaucoup de clients qui viennent aussi acheter leur pondu; comme ça prend du temps à cuire, ce n'est pas tout le monde qui a la patience d'en cuisiner», mentionne la propriétaire francophone. Ce ragoût de légumes réalisé à partir de feuilles de manioc pilées est offert presque en tout temps au comptoir de mets à emporter. D'autres plats typiques, tels que le poisson salé et le riz wolof, font également partie des spécialités d'Aimée.

AUX PETITS SOINS DE LA CLIENTÈLE

Face à l'inflation qui a entraîné une hausse des tarifs de transport et du prix de certains produits, l'entrepreneure demeure résolue à maintenir les coûts de son épicerie à un niveau raisonnable. Elle est consciente que, même «en ces temps difficiles», les besoins sont «immenses» en matière de nourriture africaine à Edmonton. «On veut prendre soin des clients», précise-t-elle.

Cette dévotion quasi maternelle envers la clientèle se reflète également dans la philosophie de Bukola Ogunsola, propriétaire de la bannière African Choice Market à Calgary. Originaire du Nigéria, cette dernière a inauguré sa première boutique d'aliments africains en 2009. «Je ne me sens pas moi-même quand je ne suis pas à mon magasin. J'aime tellement trouver des produits qui vont rendre mes clients heureux. Leurs besoins, c'est ma priorité», confie-t-elle.

Une approche qui semble avoir porté ses fruits, comme en témoigne l'expansion rapide de l'entreprise au cours des dernières années, avec l'ouverture de deux autres magasins dans la ville. Mais, malgré cette croissance, certains clients fidèles continuent à visiter l'adresse d'origine, dans le nord-ouest de la ville, même si cela équivaut à un long détour. Africains, Haïtiens, Jamaïcains, Sud-Américains, ils sont plusieurs à être restés au poste depuis l'ouverture, il y a quinze ans.

«Ils nous accompagnent depuis le jour J. C'est spécial parce qu'ils ont rencontré mes enfants quand ils étaient encore aux couches. Et, moi aussi, j'ai vu leurs enfants grandir. C'est comme une grande famille», s'exclame l'entrepreneure.

Elle dit surtout tirer une grande satisfaction de l'idée de préserver la culture unique de tous ces clients en leur offrant des produits qui enrichissent leur expérience culinaire.

«Le Canada est une bonne terre d'accueil pour les immigrants, mais ça reste difficile au niveau culturel quand on ar-



ON A NOS CLIENTS HABITUELS, BEAUCOUP D'AFRICAINS D'ORIGINE, MAIS AUSSI DES CURIEUX QUI ENTRENT, FONT LE TOUR DES ALLÉES ET ACHÈTENT.»

Mama Aimée





JE NE ME SENS PAS MOI-MÊME QUAND JE NE SUIS PAS À MON MAGASIN.»

Bukola Ogunsola

rive. Alors, pouvoir offrir un répit avec des produits de la maison, c'est spécial», souligne Bukola.

Elle cherche ainsi à leur éviter les difficultés qu'elle a elle-même rencontrées au début des années 2000 en arrivant au pays. À l'époque, il était beaucoup plus difficile de s'approvisionner en produits typiquement africains à Calgary. L'entrepreneure devait parfois importer certaines épices en passant par les États-Unis.

ÉVOLUTION DU MARCHÉ D'IMPORTATION

Le portrait a beaucoup changé depuis. Les enseignes africaines se multiplient d'un bout à l'autre de la province albertaine et il est beaucoup plus facile pour les nouveaux arrivants de trouver chaussure à leur pied. «C'est le jour et la nuit», explique Bukola. Cette tendance s'observe à une échelle encore plus marquée dans l'est du pays, fait-elle remarquer, ce qui a grandement simplifié le processus d'importation pour les commerçants de l'Ouest canadien.

Aimée Mpilidi confirme, elle aussi, que la robustesse du marché de produits typiquement africains à Toronto et Montréal simplifie considérablement le processus d'importation de son entreprise. D'après elle, comme plusieurs entreprises québécoises et ontariennes ont établi des relations solides avec des fournisseurs et des producteurs d'Afrique, elle peut facilement faire acheminer une partie de ces produits dans l'ouest par leur intermédiaire.

«Ça rend la partie logistique beaucoup plus facile parce que le système est déjà mis en place. Quand j'achète des produits dans l'est du pays, ça prend seulement quelques jours avant qu'on reçoive nos livraisons», explique-t-elle.

Et quand elle revient «chez elle», en République démocratique du Congo, elle ne manque jamais d'apporter des produits. «Ça demeure la manière la plus facile de faire les choses», conclut-elle. ▲



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE



GLOSSAIRE

SOBRIQUET
Surnom affectueux ou familier que l'on donne à quelqu'un à partir d'une de ses caractéristiques



LE CHOIX D'ARNAUD BARBET, RÉDACTEUR EN CHEF

Sommes-nous tous réellement égaux face à la pyramide de Maslow? Vous savez, cette pyramide qui nous indique «les besoins physiologiques, le besoin de sécurité, le besoin d'appartenance, le besoin d'estime et le besoin d'accomplissement»? J'ai des doutes.

Et lorsqu'on prend connaissance de la difficulté des aînés à se trouver un toit abordable et décent, les doutes persistent (article paru dans l'édition du 16 novembre 2023).



↑ La Villa Jean-Toupin (à gauche) et la paroisse Sainte-Famille (à droite) sont deux bâtiments liés à la francophonie albertaine. Photo : Arnaud Barbet



↑ Les loyers de la Société des Manoirs sont fixés à 30% des revenus des locataires à la résidence Saint-Joachim (ci-dessus) comme à celle de Saint-Thomas. Photo : Courtoisie

LE LOGEMENT ABORDABLE, UNE RUÉE VERS L'OR POUR LES PERSONNES ÂGÉES

En marge de la pénurie de logements locatifs en Alberta et de la montée en flèche des coûts de chauffage et d'électricité, les personnes âgées qui perçoivent un revenu fixe ou qui sont peu fortunées se trouvent confrontées à des difficultés croissantes. Les résidences à loyer modique sont de plus en plus sollicitées, à la fois par des demandeurs francophones et anglophones, mais offrent une solution viable pour autant qu'il y ait des places disponibles.

PROVINCIAL

SOCIÉTÉ

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

*

GLOSSAIRE

PEU NANTI

Qui dispose de peu de
moyens financiers

Le tableau d'ensemble semble préoccupant : en Alberta, le taux de croissance annuel des loyers pour les appartements construits à des fins locatives et pour les condominiums a atteint 15,3% en septembre dernier. En outre, le prix moyen d'un loyer pour un appartement s'élève maintenant à 1663\$, indique Rentals.ca dans son dernier rapport. Pour mettre ce chiffre en perspective, en septembre 2022, le prix moyen d'un logement affiché était estimé à 1367\$.

Cette tendance à la hausse se reflète inévitablement sur les logements destinés spécifiquement aux personnes âgées. Par exemple, l'entreprise sans but lucratif Silvera for Seniors, située dans le sud-ouest de Calgary, a annoncé à ses locataires une augmentation de 46% du coût de leurs appartements abordables en septembre, comme le rapportait le Calgary Herald. Une situation qui est loin d'être unique dans



« ON PEUT SE PERMETTRE DE PERDRE DE L'ARGENT PENDANT UN AN, MAIS ÉVENTUELLEMENT ON DEVRA S'AJUSTER. »
Jean Fournet



« MALGRÉ LA DEMANDE, NOUS AVONS DES SUITES QUI SE LIBÈRENT RÉGULIÈREMENT DANS NOS DEUX IMMEUBLES. »
Roch Labelle



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

la province et qui accentue la pression sur les aînés, soutient Jean Fournet, trésorier de la Société Franco-Canadienne de Calgary (SFCC).

«Les gens qui ont un revenu fixe à travers le Régime de pensions du Canada et la pension de la Sécurité de la vieillesse ont souvent très peu d'autres actifs à leur nom. Ça cause un énorme problème parce que les loyers continuent à augmenter tout comme le coût de la vie», analyse-t-il.

ASSIS ENTRE DEUX CHAISES

À la Villa Jean-Toupin, une résidence dont la SFCC est propriétaire et qui a pour mission d'offrir des appartements abordables à des francophones de 65 ans et plus, les loyers ont connu une augmentation de «seulement» 6,9 % en avril dernier. Cependant, cette hausse ne suffit pas à couvrir les dépenses de la société sans but lucratif. «Nous allons faire une perte», lance Jean Fournet. Il pointe ainsi vers une autre pièce du casse-tête. Certains propriétaires se trouvent face à un dilemme déchirant : ils cherchent tant bien que mal à maintenir des loyers abordables pour leurs locataires, mais doivent aussi faire face à des coûts croissants qui pèsent sur leurs finances.

«Dans notre cas, nous fournissons le logement, mais nous payons aussi pour l'eau, l'électricité, le chauffage, les réparations. Ces services subissent une inflation incroyable depuis un an», témoigne le trésorier de la SFCC. Face à cette situation, la Villa Jean-Toupin n'aura d'autres choix que d'augmenter à nouveau le prix de ses loyers. «On peut se permettre de perdre de l'argent pendant un an, mais éventuellement on devra s'ajuster. Nos opérations doivent au moins être au seuil de la rentabilité», ajoute Jean Fournet.

Néanmoins, l'espoir est de maintenir cette prochaine hausse aussi basse que possible puisque les locataires de la résidence n'ont pas les moyens de supporter une augmentation importante. En moyenne, ils perçoivent un revenu annuel de 25 000\$, une somme insuffisante pour accéder au marché traditionnel du logement. «Nos loyers sont très bas pour l'industrie, au moins 40 ou 50% moins chers que les bâtiments privés», rappelle le trésorier.

QUAND JE ME COMPARE, JE ME CONSOLE

À Edmonton, la situation n'est pas bien différente de celle de Calgary. La Société des Manoirs Saint-Joachim et Saint-Thomas, qui propose deux résidences aux aînés d'expression française, a vu la demande pour ses services augmenter depuis deux ans. «Lorsqu'on est sortis de la pandémie, on a remarqué une recrudescence dans le nombre d'applications autant chez les francophones que chez les anglophones», souligne l'administrateur Roch Labelle.

Ce phénomène est complexe, explique-t-il, et il est dû à plusieurs facteurs dont les «pressions économiques, la hausse des loyers, l'inflation, ainsi que l'augmentation de la demande due à l'arrivée de nouveaux arrivants». Pour décrire la situation, Roch Labelle préfère d'ailleurs utiliser le terme «apocalypse» plutôt que «crise du logement». Il explique que la réalité est plus grave qu'on ne le pense, en particulier pour les personnes âgées à revenu fixe confrontées à une forte concurrence avec d'autres groupes vulnérables et **peu nantis**, tels que les étudiants et les nouveaux arrivants.

Dans ce contexte, il souligne que le réseau public de logement abordable pour les aînés présente des avantages par rapport au marché locatif traditionnel, surtout grâce aux critères de revenu. «La limite du revenu annuel pour se qualifier frôle presque un revenu de «basse classe moyenne». Je déteste utiliser ce terme, mais mon point, c'est qu'il y a plus de gens qu'on pense qui sont admissibles au logement abordable», note Roch Labelle. À Edmonton, les personnes âgées peuvent être admissibles avec un revenu individuel allant jusqu'à 44 000 \$, tandis qu'à Calgary, cette limite s'élève à 49 000 \$.

Tout comme à la Villa Jean-Toupin, les loyers de la Société des Manoirs sont fixés à 30% des revenus des locataires. Roch Labelle lance d'ailleurs un appel aux aînés francophones en recherche de logements abordables à Edmonton. «Malgré la demande, nous avons des suites qui se libèrent régulièrement dans nos deux immeubles. Et on aimerait avoir encore plus de locataires d'expression française, alors gardez-nous en tête», dit-il. ▲



↑ L'entrée de la résidence Saint-Thomas de la Société des Manoirs. Photo : Courtoisie



LE CHOIX D'ISABELLE DÉCHÈNE GUAY, RÉVISEURE ET RÉDACTRICE À SES HEURES

Grâce à des amies présentes au Congrès annuel de la francophonie albertaine, j'avais pu assister à distance à l'allocution d'Andy Ridge (sous-ministre adjoint à l'époque) et de Paul Denis. Mais de voir cela écrit en toutes lettres, c'était encore mieux. Cela venait concrétiser le fait que le Réseau santé Alberta, l'ACFA et le ministère de la Santé allaient vraiment signer une entente, accompagnée d'un financement substantiel, pour améliorer l'accès à la santé en français.

Cette entente historique a été signée le 20 juin et je profite du florilège pour remercier Paul d'avoir cru si fort en ces grands projets santé (cliniques mobiles, répertoire professionnel à jour, demande/offre active) qui seront financés dans le cadre de l'entente et pour féliciter toutes les parties prenantes à cette belle aventure qui commence et qui contribuera énormément à améliorer l'accès aux services de santé en français pour tous les francophones de l'Alberta! (Article paru dans l'édition du 02 novembre 2023).



↑ Andy Ridge est le sous-ministre adjoint responsable du plan d'action du ministère de la Santé dans le cadre de la Politique en matière de francophonie. Photo : Le Franco - Archives

DES PROGRÈS À VENIR DANS L'ACCESSIBILITÉ DES SERVICES DE SANTÉ EN FRANÇAIS

L'accès aux soins de santé en français en Alberta est sur le point de connaître un «virage important» grâce à un financement additionnel prévu dans le cadre de l'entente bilatérale qui est en voie d'être conclue entre le gouvernement fédéral et la province. Pour mener à terme cette avancée, Andy Ridge, le sous-ministre adjoint responsable du plan d'action du ministère de la Santé dans le cadre de la Politique en matière de francophonie, entend poursuivre sa collaboration avec le Réseau santé Alberta (RSA) et l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA).



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

Lors d'une allocution présentée au Congrès annuel de la francophonie albertaine à Edmonton, Andy Ridge a confirmé que des montants précis de l'entente bilatérale seront affectés à l'amélioration des services de santé en français. «C'a été rendu possible grâce aux relations qu'on a construites, à travers notre Politique en matière de francophonie, avec différentes associations et partenaires francophones. On a beaucoup appris et ça nous a permis de comprendre où sont les besoins et comment on peut faire pour y répondre», a-t-il mentionné.

Les montants exacts n'ont pas encore été révélés puisque la version finale de l'accord est en cours de révision par des avocats. Selon le sous-ministre adjoint,



GLOSSAIRE

ENTENTE BILATÉRALE

Convention conclue entre deux parties

DEPUIS PAUL DENIS A LAISSÉ SON POSTE DE DIRECTION GÉNÉRALE À MARIE-CLAUDE CÔTÉ.

une annonce officielle devrait être faite d'ici la fin de l'année. Il rappelle tout de même que, malgré les efforts importants déployés par son gouvernement, il reste encore beaucoup de travail à accomplir au cours des prochaines années pour garantir la mise en œuvre de l'ensemble des stratégies provinciales en matière de francophonie.

«Je vous le dis tout de suite, ce ne sera pas parfait dès le début. On est encore au point de départ. Mais on est ouverts aux commentaires et aux suggestions pour trouver des solutions tous ensemble. On veut faire des progrès et rester imputables», a-t-il soutenu.

De son côté, le directeur général du RSA, Paul Denis, se réjouit des liens de confiance qui ont été établis entre son organisme, l'ACFA et le ministère de la Santé. Il estime que les besoins de la communauté francophone seront pris en compte de manière plus efficace maintenant qu'une ligne de communication directe a été créée entre ces trois parties prenantes.

«Ça ouvre une grande porte de collaboration et de coopération entre la



↑ Paul Denis était alors le directeur général du Réseau santé Alberta (RSA). Photo : Courtoisie

communauté francophone, le ministère et aussi les gestionnaires de la santé. On a maintenant des outils pour s'assurer que leurs obligations [linguistiques] soient remplies», affirme-t-il.

PLUS DE DÉTAILS À VENIR

Paul Denis explique qu'à la demande du gouvernement de l'Alberta, une proposition de services de santé pour la francophonie a été soumise conjointement avec l'ACFA à la fin de mai 2023. Cette proposition comportait plusieurs éléments, notamment des projets visant à renforcer les ressources humaines en français dans certaines régions à forte présence francophone.

Fait important, les éléments de ce document ont été inclus dans leur totalité par le gouvernement provincial lors des négociations de l'entente bilatérale avec le gouvernement de Justin Trudeau. «Ça veut dire qu'ils sont prêts à appuyer l'ensemble de nos projets. C'est vraiment une excellente nouvelle», analyse le directeur général du RSA.

Sans vouloir trop se mouiller sur l'étendue de ces projets, Paul Denis partage certaines pistes qui pourraient être explorées. À Calgary, par exemple, la proposition du RSA comprend un projet d'étude qui vise à analyser les besoins particuliers de la communauté francophone et à évaluer la faisabilité d'offrir certains services de santé en français. «Ça va probablement prendre une année pour recueillir les données et nécessiter un investissement important pour embaucher une firme pour mener l'étude», mentionne-t-il.

À terme, les résultats de cette étude pourraient justifier la capacité de certaines cliniques ou de réseaux de soins primaires (*Primary Care Networks - PCN*) de Calgary à offrir des soins médicaux en français. «À Calgary, la densité de la population francophone n'est pas assez grande pour justifier l'ouverture d'une seule clinique. Si on a plusieurs centres à travers la ville qui peuvent fournir des services, on pourrait aller rejoindre plus de gens», explique le directeur général.

À Edmonton, des investissements potentiels pourraient viser à étendre les services en français destinés aux nouveaux arrivants, en mettant un accent particulier sur les francophones venus d'Afrique, qui ont des besoins particuliers et immédiats. «On a l'intention de travailler avec ces communautés pour voir comment on pourrait mieux les servir et mieux rencontrer leurs besoins», avance Paul Denis. ▲



LE CHOIX DE GABRIELLE AUDET-MICHAUD, JOURNALISTE

Les Premières Nations du Traité no 8, qui englobent vingt-trois communautés du nord de l'Alberta, ont créé une nouvelle loi en mars 2024 pour reprendre la gouvernance des services de protection de la jeunesse. Cette décision vise à assurer que les enfants autochtones restent au sein de leur communauté plutôt que d'être placés en famille d'accueil allochtone. «Le processus actuel [...] continue d'avoir des effets culturels dévastateurs, dépouillant les enfants de leur identité [...]», expliquait alors le chef Ivan Sawan dans un communiqué de presse.

Quelques mois plus tôt, j'avais exploré cette question dans un article détaillant les raisons pour lesquelles l'autonomie autochtone en matière de protection de la jeunesse pouvait être une avenue bénéfique. J'y présentais également des cas de figure concrets en Alberta et au Québec (article paru dans l'édition du 19 octobre 2023).

PROTECTION DE LA JEUNESSE : L'ESPOIR PASSE PAR L'AUTONOMIE POUR LES AUTOCHTONES

Environ 70% des jeunes de moins de 18 ans qui reçoivent des services d'intervention en Alberta sont d'origine autochtone, un chiffre alarmant au regard du faible pourcentage, à peine 10%, que représente ce groupe dans la population générale de la province. Pour faire face à cette surreprésentation, certaines Nations ont amorcé une véritable révolution : reprendre en main les services de protection à l'enfance dans l'espoir de préserver la stabilité culturelle et d'éviter le déracinement des jeunes. Une avenue prometteuse qui semble porteuse de changement.

En Alberta comme dans l'ensemble du pays, la tendance est lourde. Les jeunes autochtones sont plus à risque que n'importe quel autre groupe d'être placés sous la responsabilité «du système» et de se retrouver en famille d'accueil. Le *Rapport final de la Commission de vérité et réconciliation du Canada* apportait des conclusions sans équivoque sur ce phénomène en 2015 en indiquant que les systèmes de protection de la jeunesse actuels perpétuent l'assimilation des peuples autochtones qui a été amorcée à l'époque des pensionnats et poursuivie avec la rafle des années 1960.

«Il y a toutes sortes d'effets discriminatoires et négatifs associés au placement des enfants autochtones dans des familles non autochtones. On parle de perte d'identité culturelle. Ça crée des traumatismes et des conséquences à court, moyen et long terme. Ces enfants seront plus à risque d'expérimenter des démêlés avec la justice, d'avoir des taux élevés de décrochage et de chômage», explique Lisa Ellington, une professeure à l'École de travail social et de criminologie de l'Université Laval, au Québec.

Selon elle, bien que des dispositions récentes aient été ajoutées à certaines lois provinciales sur la protection de la jeunesse pour tenir compte de la «continuité culturelle» lors de la prise en charge des enfants autochtones, les effets sur le terrain demeurent mitigés. «On remarque que les changements législatifs n'ont aucune incidence sur la surreprésentation. Dans plusieurs provinces, il y a encore une augmentation dans les prises en charge, dans les placements des Autochtones comparativement aux non-Autochtones», analyse la professeure.

Afin de renverser la tendance, la seule avenue envisageable reviendrait à miser sur une plus grande implication des communautés autochtones dans la gestion des services à l'enfance et à la famille, mentionne la spécialiste, ce qu'elle décrit comme la «gouvernance autochtone». «Tous les rapports et les enquêtes recommandent l'autonomie. Plusieurs communautés exercent déjà leurs compétences en la matière. L'autodétermination, c'est un droit qui est reconnu par nos gouvernements. Souvent, on a l'impression que c'est un privilège, mais c'est un droit», affirme la chercheuse.

L'AUTODÉTERMINATION À LA SAUCE ALBERTAINE

Déjà quelques Premières Nations de l'Alberta ont signé des accords avec les gouvernements fédéral et provincial pour reprendre en main leur système de protection de l'enfance. En février 2023, la bande crie Louis Bull a été la première à signer une telle entente. Deux mois plus tard, les communautés de Loon River, Peerless Trout et Lubicon Lake ont établi un accord similaire. Selon Lisa Ellington, cette forme de gouvernance autochtone permet aux communautés de



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



IL Y A TOUTES SORTES D'EFFETS DISCRIMINATOIRES ET NÉGATIFS ASSOCIÉS AU PLACEMENT DES ENFANTS AUTOCHTONES DANS DES FAMILLES NON AUTOCHTONES.»

Lisa Ellington



NOTRE OBJECTIF EST D'AMÉLIORER LE SORT DES FAMILLES AUTOCHTONES ET DES JEUNES QUI ONT ÉTÉ PRIS EN CHARGE PAR LE SYSTÈME.»

Karen English



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE



mettre en place des pratiques d'intervention conformes à leurs valeurs, leur culture et leur mode de régulation sociale.

La stabilité de l'enfant et sa sécurité pourront, entre autres, être «mises sur un pied d'égalité avec le maintien des liens avec sa culture, sa langue, son territoire et sa famille», de sorte à réduire les placements à l'extérieur des communautés. «Quand on change les définitions au niveau juridique sur ce que représentent les intérêts de l'enfant, ça change les pistes de solutions envisagées», témoigne la professeure.

Dans le sud de la province, des initiatives caritatives pilotées par des Autochtones prennent de l'ampleur pour permettre aux communautés de reprendre la gestion des services à l'enfance et à la famille. Le Noh Koh Waa Family & Youth Centre, ouvert depuis 2020 à Fort Macleod, en est un exemple. Ce centre permet d'accueillir des enfants qui sont sous tutelle permanente ou dont les parents sont décédés. Plutôt que d'être envoyés dans une famille allochtone, les jeunes sont hébergés et nourris au Centre, explique Karen English, la présidente de la fondation Shinah House qui gère cette initiative. Les frais d'hébergement varient selon les services offerts, précise-t-elle.

«Notre objectif est d'améliorer le sort des familles autochtones et des jeunes qui ont été pris en charge par le système. On les aide à renouer avec leur identité, c'est pourquoi on fait appel à des aînés pour encadrer ce processus. Notre centre a été créé pour et par les Autochtones», illustre cette membre de la Confédération des Pieds-Noirs.

Le Centre met aussi à la disposition des

résidents des espaces dédiés à l'exercice, une cuisine et un salon commun, ainsi qu'une salle de cérémonie.

Parallèlement, la maison d'hébergement supervise un programme de réunification familiale pour permettre aux parents de redresser leur vie et de récupérer la garde de leurs enfants. Ils peuvent louer des appartements situés à quelques mètres du Centre. «Par exemple, si des enfants ont été retirés à leur mère, au lieu d'être placés en famille d'accueil, nous gardons la famille ensemble et nous supervisons la mère dans son engagement envers les services à l'enfance et à la famille. L'objectif, en soutenant la mère et ses enfants, c'est qu'ils puissent sortir du système», souligne la présidente de la fondation.

Karen English espère voir des communautés autochtones d'un peu partout dans la province s'inspirer du modèle mis en place par le centre familial de Fort Macleod. Surtout, elle aimerait que le travail d'autonomisation des Nations autochtones se fasse de manière collaborative.

«Je crois qu'on doit briser les silos. L'intention avec la colonisation et les pensionnats c'était de tuer l'Indien dans l'enfant, de lui ôter sa langue, sa culture, de l'éloigner de sa famille. Mais nous risquons encore de disparaître et de perdre nos langues et notre mode de vie. La seule manière d'y remédier, c'est de gérer nos services et de se servir de nos connaissances communes», témoigne cette travailleuse sociale qui a cumulé une trentaine d'années d'expérience sur le terrain.

↑ Des appartements sont aussi mis à la disposition des familles qui souhaitent utiliser les services du centre pendant une période prolongée. Photo : Courtoisie

La «rafle des années soixante» désigne l'enlèvement à grande échelle, ou «rafle», des enfants autochtones à leur domicile, à leur communauté et à leur famille d'origine dans les années 1960, ainsi que leur adoption ultérieure par des familles de classe moyenne, la plupart non autochtones, aux États-Unis et au Canada.



GLOSSAIRE

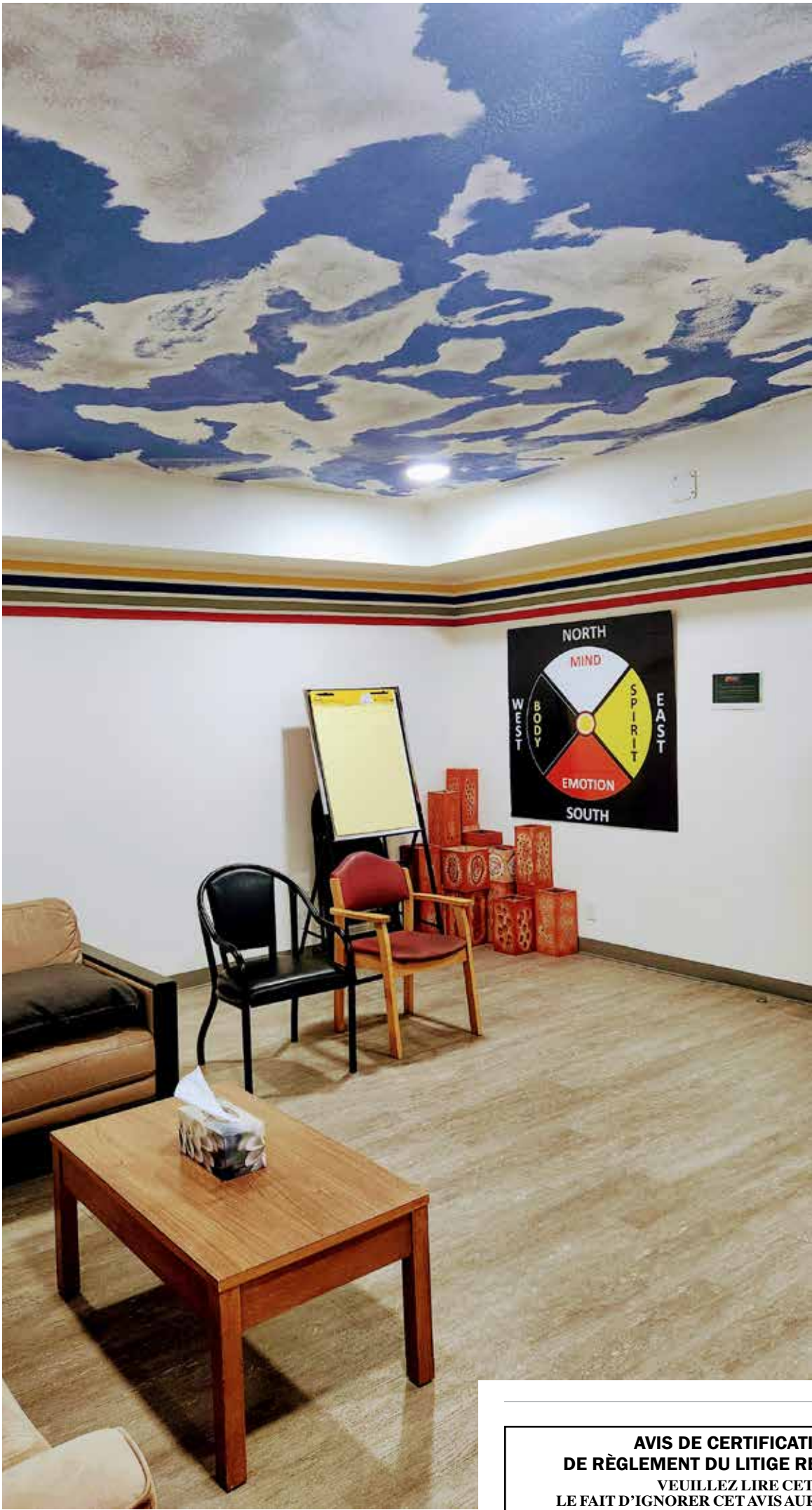
EMBRYONNAIRE
Qui est en germe



➔ Salle de cérémonie.
Photo : Courtoisie

« L'OBJECTIF, EN SOUTENANT LA MÈRE ET SES ENFANTS, C'EST QU'ILS PUISSENT SORTIR DU SYSTÈME. »
Karen English

« JE CROIS QU'ON DOIT BRISER LES SILOS. L'INTENTION AVEC LA COLONISATION ET LES PENSIONNATS C'ÉTAIT DE TUER L'INDIEN DANS L'ENFANT, DE LUI ÔTER SA LANGUE, SA CULTURE, DE L'ÉLOIGNER DE SA FAMILLE. »
Karen English



DES CONSTATS PROMETTEURS

Lisa Ellington mène actuellement une recherche-action sur la mise en œuvre de la Loi de la protection sociale *atikamekw d'Opitciwan*, au Québec, afin de documenter les résultats de cette nouvelle approche de gouvernance découlant de la *Loi concernant les enfants, les jeunes et les familles des Premières Nations*, des Métis et des Inuits, qui reconnaît la compétence des Premières Nations, des Inuit et des Métis à élaborer leur propre loi en matière de services à l'enfance et à la famille. Bien que les résultats en soient encore à un stade **embryonnaire**, la chercheuse est déjà en mesure d'émettre certains constats. Elle espère qu'ils seront exportables à d'autres communautés à travers le pays.

Par exemple, elle fait remarquer que la Première Nation québécoise mise davantage sur les services préventifs que sur la prise en charge formelle sous la loi de la protection sociale. Cette avenue permet, entre autres, d'offrir des services prénataux aux femmes. En résultat, les taux de placements des jeunes enfants et des bambins semblent avoir diminué. «Pour les 0 à 4 ans, les placements ont diminué de près de 10%», évoque-t-elle.

Par ailleurs, lorsque le recours à la loi de la protection sociale doit absolument être envisagé, les familles n'ont plus besoin de passer par les tribunaux, ce qui change radicalement le modèle d'intervention. «Les familles se réunissent et prennent part à un conseil pour trouver des solutions ensemble. Si le placement est la décision finale, il y a une responsabilité collective pour trouver le meilleur milieu pour accueillir l'enfant. Ce n'est pas un intervenant extérieur qui prend cette décision tout seul», décrit Lisa. Les placements à l'extérieur de la communauté sont donc peu fréquents puisque l'entourage de l'enfant est fortement mobilisé.

Bien entendu, un comité d'arbitrage composé de sages a également été établi comme instance de dernier recours pour venir en aide aux jeunes. Or, depuis la mise en œuvre de la loi *atikamekw*, aucun cas n'a été entendu devant ledit comité. «Tout s'est déroulé sur une base volontaire», se réjouit Lisa.

Elle rappelle, enfin, que la gouvernance seule ne peut résoudre «tous les défis systémiques qui perdurent depuis des décennies au pays», mais si d'autres communautés autochtones s'inspirent du travail des *Atikamekw d'Opitciwan*, la surreprésentation des enfants dans les services d'intervention a des chances, elle, de diminuer. ▲

**AVIS DE CERTIFICATION ET DE PROPOSITION
DE RÈGLEMENT DU LITIGE RELATIF À LA FLUOROQUINOLONE**
VEUILLEZ LIRE CET AVIS ATTENTIVEMENT.
LE FAIT D'IGNORER CET AVIS AURA UNE INCIDENCE SUR VOS DROITS.

Un règlement à l'échelle du Canada (« Règlement ») (excluant les résidents du Québec) a été conclu avec Janssen Inc., Janssen Pharmaceuticals, Inc et Janssen Research & Development, LLC (les « Défenderesses Janssen ») et Bayer Inc. dans le cadre d'une action collective proposée concernant les médicaments d'ordonnance fluoroquinolone de marque Levaquin, Cipro et Avelox et la Neuropathie périphérique. « Levaquin » désigne les comprimés et/ou la solution intraveineuse de lévofloxacine de marque Levaquin^{MD} (c'est-à-dire non génériques) distribués au Canada par les Défenderesses Janssen. « Cipro » désigne toutes les formulations de la ciprofloxacine de marque Cipro^{MD} (c.-à-d. non génériques) distribuées ou autorisées au Canada par Bayer Inc. « Avelox » désigne toutes les formulations de moxifloxacine de marque Avelox^{MD} (c.-à-d. non génériques) distribuées ou autorisées au Canada par Bayer Inc.

Le présent avis vous informe que, dans le cadre du processus de règlement, la poursuite suivante a été certifiée contre les Défenderesses Janssen et Bayer Inc. en tant qu'action collective à des fins de règlement : *Lloyd Achymichuk v. Bayer Inc., Janssen Inc., Janssen Pharmaceuticals, Inc., and Janssen Research & Development, LLC*, au registre de Vancouver de la Cour suprême de la Colombie-Britannique sous le numéro de dossier S167919 (la « Procédure »).

Une audience d'approbation du Règlement a été fixée pour le **1er novembre 2024 à 10h, heure du Pacifique**.

Si le Règlement est approuvé, il s'appliquera à :

(i) Toutes les personnes résidant au Canada (à l'exclusion des résidents du Québec) qui se sont fait prescrire et/ou ont ingéré du Levaquin, du Cipro ou du Avelox au Canada au plus tard à la date de l'ordonnance de certification; et

(ii) Toutes les personnes qui, en vertu d'un lien personnel avec une ou plusieurs des personnes décrites au point (i) ci-dessus, peuvent prétendre à des dommages-intérêts en common law ou en vertu de la loi (le « Groupe »).

Pour savoir si vous êtes admissible à une indemnisation, consultez le site Web www.garchaandcompany.ca.

Si vous êtes admissible comme Membre du Groupe et que vous souhaitez participer au Règlement, vous n'avez aucune mesure à prendre pour l'instant. Si le Règlement est approuvé par le Tribunal mentionné ci-dessus, un autre avis sera publié et de l'information supplémentaire sera fournie sur la manière de présenter une réclamation dans le cadre du Règlement.

Si vous êtes admissible comme Membre du Groupe et que vous ne souhaitez pas participer au Règlement, vous devez vous exclure en remplissant un formulaire d'exclusion et en le soumettant aux Avocats du Groupe. Les Membres du Groupe qui ne s'excluent pas seront liés par le Règlement et les renonciations qu'il contient et si le Règlement est approuvé, ils seront admissibles aux avantages qui pourraient leur être accordés en tant que Membres du Groupe, à condition qu'ils agissent dans les délais prévus par le Règlement pour présenter leurs réclamations. La date limite pour s'exclure du Règlement et de la Procédure est le **24 septembre 2024**.

Si vous souhaitez demeurer Membre du Groupe, le cas échéant, tout en vous opposant au Règlement proposé, vous devez soumettre une objection écrite au plus tard le **27 octobre 2024 à 17h, heure du Pacifique**.

COORDONNÉES

Il s'agit d'un avis abrégé. L'avis complet, y compris l'information sur les avantages qui pourraient être offerts dans le cadre du Règlement, les copies des Ententes de règlement, la manière de participer à l'audience d'approbation du Règlement, le formulaire d'exclusion, l'information sur la manière de s'opposer à l'approbation des Ententes de règlement, et tous les autres renseignements connexes peuvent être consultés au www.garchaandcompany.ca ou en contactant :

DUSEVIC & GARCHA, Barristers & Solicitors, #210 - 4603 Kingsway, Burnaby (Colombie-Britannique) V5H 4M4, Tél. : 604-436-3315 ou 1-844-878-0444 (sans frais), Téléc. : 604-436-3302, Courriel : ksgarcha@dusevicgarcha.ca

Veuillez ne pas appeler les Défenderesses ni le Tribunal à propos de la Procédure.

Le présent Avis a été approuvé par la Cour suprême de la Colombie-Britannique.

DR. CLAUDE BOUTIN ORTHODONTIST
wired & wireless

Dr Claude Boutin
B.Sc., D.D.S., D. Ortho., F.R.C.C.
Spécialiste certifié en orthodontie

- Orthodontie pour les enfants et les adultes
- Services en français
- Cabinets de traitement privés et modernes
- Technologie de pointe
- Aucune référence nécessaire



Tél. : (403) 284-5202
www.drboutin.com

Market Mall Executive Professional Centre
Suite 124 – 4935 40 Avenue N.O.
Calgary, AB T3A 2N1

LES CHOIX D'ÉTIENNE HACHÉ, CHRONIQUEUR DEPUIS TOUJOURS DANS LE JOURNAL



John Dewey (1859-1952), le grand pédagogue américain, aimait dire que l'école est le lieu par excellence d'expression de la vie. Mais ce n'est pas toujours rose pour autant. Lorsque des élèves ne réussissent pas toujours, que d'autres ne s'entendent pas avec leurs enseignant.e.s, que certains enfants sont bons partout, sauf dans une matière en particulier ou encore que certains adolescents rencontrent des difficultés d'intégration et d'adaptation à un groupe ou dans un espace social, le premier pas à franchir comme société et comme pédagogue, c'est d'admettre que l'école n'est pas le paradis sur terre. La vie de classe peut facilement devenir invivable, ingérable et forcément épuisante. D'où, sans doute, les

difficultés chroniques de recrutement d'enseignant.e.s.

Pour cette édition *Florilège* 2024, mon choix s'est d'abord porté sur cette contribution de la journaliste du *Franco* Gabrielle Audet-Michaud (*Des régions encore en manque d'enseignants*, un article paru dans l'édition du 5 octobre 2023) qui fait justement état de ces difficultés de recrutement, ainsi que du décrochage des jeunes enseignant.e.s, notamment dans certaines régions éloignées de l'Alberta.

Du reste, cette triste réalité ne doit pas faire oublier toutefois que la majorité des enseignant.e.s aiment leur métier. Non seulement les enseignant.e.s aiment ce qu'ils

font, mais ils cherchent constamment des solutions afin que la relation pédagogique puisse se dérouler dans le respect de l'apprenant.e, et ce, avec écoute et dans un dialogue franc et sincère. C'est du moins le message qui ressort du document en image (*La vérité et la réconciliation chez les jeunes*, article paru le 19 octobre 2023) produit par les conseils scolaires FrancoSud et Centre-Nord. Du reste, la nécessité de concilier ces deux perspectives, l'exigence devenue immensément sacrificielle du métier de pédagogue et l'idée de création et d'inventivité qu'offre l'école, un défi permanent demeure. Un défi qui nécessite assurément davantage de ressources et d'enseignant.e.s.

DES RÉGIONS ENCORE EN MANQUE D'ENSEIGNANTS

Si le recrutement d'enseignants dans les écoles francophones de Calgary et d'Edmonton va bon train, les régions plus éloignées de la province, elles, continuent de faire face à des défis au quotidien. En outre, la disponibilité de suppléants est souvent limitée, ce qui oblige parfois les conseils scolaires à solliciter l'aide des parents pour superviser les élèves ou à regrouper des classes ensemble lorsqu'un enseignant s'absente.

PROVINCIAL

ÉDUCATION

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

GLOSSAIRE

ÉBRANLÉ

Rendu moins
solide, fragile



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

De manière générale, la directrice générale adjointe des ressources humaines pour le Conseil scolaire FrancoSud, Lyne Bacon, se dit assez satisfaite du recrutement effectué dans leurs écoles.

«Habituellement, on a beaucoup de [candidatures] pour les postes d'enseignants», affirme-t-elle. Pourtant, elle admet constater une différence notable dans la capacité à pourvoir les postes situés à l'extérieur de la métropole calgarienne.

À la mi-septembre, quatre postes étaient encore vacants au sein du FrancoSud, dont deux postes d'enseignants à Brooks et Medicine Hat. Cette situation met en lumière une réalité préoccupante qui persiste dans la province. Les plus petites communautés rencontrent davantage de difficultés à recruter et à retenir des enseignants francophones qualifiés. La situation est de même en ce qui a trait aux postes spécialisés comme les orthophonistes et les psychologues.

«On pourrait généraliser et dire qu'il y a un plus grand attrait pour la ville de Calgary et les alentours, mais ce sont aussi certains types de poste qui sont plus difficiles à pourvoir. Les postes d'enseignants spécialisés dans les sciences de haut niveau, les postes d'enseignants de musique, [...] les postes de spécialistes, ce ne sont pas les plus faciles à combler même en ville, alors encore moins en région», nuance Lyne Bacon.

Une situation quelque peu similaire se dessine au Conseil scolaire Centre-Nord (CSCN), qui couvre la grande région d'Edmonton. En effet, le recrutement de personnel enseignant demeure stable, mais «[...] nous éprouvons plus de défis quant aux postes spécialisés comme les

orthophonistes et psychologues. Par contre, ce défi n'est pas unique au CSCN ou au domaine de l'éducation», signale le CSCN par courriel.

Du côté du Conseil scolaire du Nord-Ouest (CSNO), qui chapeaute les écoles de Falher, de Grande Prairie et de Peace River, la situation continue également d'être «difficile» en termes de recrutement. Ces communautés font face à la même problématique : leur éloignement par rapport au centre urbain le plus proche,



↑ Lyne Bacon.
Photo : FrancoSud

en l'occurrence la ville d'Edmonton, complexifie le recrutement. «Il reste toujours un poste d'enseignement vacant et nous avons très peu de candidatures locales, provinciales ou même nationales [...], ce qui nous oblige

à recruter à l'international», affirme Rachelle Bergeron, qui coordonne les communications et le marketing pour le CSNO.

Cette situation est répandue dans plusieurs autres régions de la province, confie pour sa part le président de l'Association des enseignants et des enseignantes francophones de l'Alberta (AEEFA), Stéfane Kreiner. «D'après les discussions que j'ai eues, ça ne semble pas être une situation unique. En général, au niveau provincial, c'est très difficile de recruter en région», mentionne-t-il.

L'EFFET DOMINO

Encore plus préoccupant, certaines écoles se retrouvent sans aucun enseignant suppléant, ce qui exerce une pression additionnelle sur le système. «Ça veut dire que lorsqu'il y a des enseignants qui sont malades, on n'a personne de certifié qui peut venir les remplacer. On ne parle pas seulement de deux régions dans la province qui sont touchées, c'est quatre ou cinq

écoles qui ont zéro suppléant», illustre Stéfane.

Selon lui, ce contexte contraint certains établissements scolaires à faire appel à des parents pour venir remplacer les enseignants qui sont malades ou qui doivent s'absenter. Des solutions à l'interne sont aussi envisagées au quotidien, mais posent leurs propres défis. «On prend des enseignants en pause, on combine des classes, etc. Ça fonctionne à court terme, mais la réalité, c'est qu'on a besoin d'enseignants certifiés dans ces régions-là pour le bien de tous», décrit le président de l'AEEFA.

Surtout que lorsque les enseignants à temps plein doivent eux-mêmes gérer les remplacements, ils manquent de temps pour préparer leurs leçons et élaborer le plan de leur journée. C'est la qualité de l'enseignement elle-même qui se retrouve donc à être ébranlée. «Quand on nous ajoute des choses au fur et à mesure que l'année progresse, quand on doit faire des remplacements plutôt que se concentrer sur notre planification, ça affecte notre travail. Les élèves en sont affectés aussi. C'est un effet domino», soutient le Stéfane Kreiner.

Poussés à bout, de nombreux professionnels de l'éducation choisissent de quitter la profession, ce qui aggrave encore davantage la pénurie d'enseignants, ajoute le président. «Comme syndicat, on sait qu'environ 50% des jeunes enseignants quittent la profession au cours de leurs cinq premières années de carrière. Et quand on discute avec les personnes qui quittent la profession, les conditions en salle de classe sont l'une des raisons les plus citées.» ▲

Depuis son lancement au début de l'année 2023, le portail Enseigner en Alberta, qui cherche à faciliter le recrutement dans les écoles francophones, porte ses fruits. Selon Lyne Bacon, plusieurs enseignants qui viennent de l'extérieur de l'Alberta, et même de l'international, démontrent de l'intérêt pour l'enseignement dans la province. «En date du 11 septembre, on avait [comptabilisé] 15 000 visiteurs sur le site web. 421 candidatures ont été soumises à travers la plateforme depuis son lancement», affirme-t-elle.

Des soins pour vous,
dans la langue de
votre choix.

Composez le 811 pour obtenir en français des conseils en matière de santé 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, ou pour accéder à des soins virtuels.

Ayez recours à des services d'interprétation en français dans tous les points de services de AHS.

ahs.ca/francais

bonjour

hello

811

Alberta Health
Services

LA VÉRITÉ ET LA RÉCONCILIATION CHEZ LES JEUNES

AVEC LA COLLABORATION DES CONSEILS SCOLAIRES CENTRE-NORD ET FRANCOSUD



Le concours de dessins a fait des émules. Photo : Courtoisie



Les élèves ont participé à plusieurs ateliers sur les traditions des Premières Nations. Photo : Courtoisie



Durant la présentation de sensibilisation sur la vérité et la réconciliation, les écoliers ont été très attentifs et curieux. Photo : Courtoisie



À l'école Claudette-et-Denis-Tardif du Conseil scolaire Centre-Nord, les célébrations de la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation se sont terminées en beauté (voir aussi L'orange de la réconciliation à l'honneur dans l'école francophone de Sherwood Park du journal, no 14, du 5 octobre 2023).



Une élève de l'École Nouveau-Monde, à Calgary, a créé un dessin inspiré de la réconciliation et du logo de l'école; celui-ci a été imprimé sur des chandails qui ont été remis au personnel et aux élèves. Photo : Courtoisie



Chantal Ethier visite des élèves de l'École Notre-Dame des Monts, à Canmore, pour partager son histoire et leur parler des traditions et coutumes des peuples autochtones. Photo : Courtoisie



Les élèves de l'École Notre-Dame des Vallées, à Cochrane, ont partagé leurs réflexions sur la réconciliation et ont réalisé des œuvres d'art à partir de celles-ci. Photo : Courtoisie

Au Conseil scolaire FrancoSud, les écoles ont toutes souligné la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation de différentes façons au cours de la semaine du 25 au 29 septembre 2023. Une vidéo et des ressources pédagogiques avaient été développées par le Conseil scolaire,

notamment par Chantal Ethier, notre accompagnatrice culturelle - Premières Nations, Métis et Inuits, afin d'appuyer les écoles avec la commémoration de cette journée. Chantal Ethier a également visité plusieurs écoles afin de faire des activités en lien avec la réconciliation : histoires et contes, traditions, arts, nourriture, chants traditionnels et autres partages tirés de son vécu.



LE CHOIX D'ANDONI ALDASORO, GRAPHISTE

La vie d'aujourd'hui nous invite, avec de nombreuses astuces assez convaincantes, à rester assis, que ce soit dans la voiture, au bureau ou à la maison. Cela me rappelle le futur dystopique décrit dans le film Wall-E. Que pouvons-nous faire pour empêcher notre corps de s'atrophier? Gabrielle Audet-Michaud nous offre une solution dans cet article en évoquant la pratique du yoga pour tous les âges (article paru dans l'édition du 4 avril 2024).

ENFANTS ET ADULTES, À CHACUN SON YOGA

Rares sont les disciplines sportives qui ont la capacité de transcender les générations et divertir aussi bien les jeunes enfants, les adultes que les aînés. Le yoga, par sa nature rassembleuse, communautaire et universelle, réussit pourtant à offrir à chacun une expérience unique. Et qui sait, peut-être qu'occasionnellement cette expérience se vivra même en français!

PROVINCIAL

SPORTS

IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE FRANCO



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

«

J'ai des élèves de tous les âges. Les plus vieux approchent les 80 ans, mais je vois aussi des jeunes», explique Sophie Dufresne, une instructrice de Calgary et propriétaire de l'entreprise Yoga from the Heart. Ce printemps, elle enseigne au Centre d'Appui Familial du Sud de l'Alberta (CDAF) une fois par semaine pour permettre à des francophones d'expérimenter cette discipline dans leur langue.
«Pour l'instant, on a surtout des femmes de la mi-vingtaine à la mi-trentaine», observe-t-elle. Dans les dernières années, l'instructrice s'est également spécialisée dans les leçons de yoga prénatal et postnatal, ainsi que dans le yoga-thérapie. Pour elle, la pratique peut être adaptée à tous les niveaux de compétences et à toutes les situations de vie.
«Si tu as 75 ans, tu vas chercher autre chose que si tu en as 15. On peut faire la même posture, mais avoir une expérience complètement différente parce que le côté interne joue beaucoup. Ce qu'on vit influence la manière dont on agit sur le tapis», analyse la **yogi**.
Au CDAF, Sophie cherche à rendre ses cours les plus accessibles possible afin que

»

tous se sentent inclus. Pour garder «les choses simples», elle répète, lors des premières séances, des postures de base, du chien tête baissée au guerrier, en passant par l'arbre et ajoute progressivement des niveaux de difficulté au fil des semaines.

Elle n'hésite pas non plus à ajuster ses enseignements en fonction des aptitudes de ses élèves. «Si les gens sont très souples, on essaie de travailler la force, le tonus. S'ils sont raides, on travaille complètement autre chose», résume-t-elle.

Cette passionnée précise qu'elle «ne réinvente rien», mais que le yoga est avant tout une discipline interne qui permet de se découvrir en profondeur, nous invitant à vivre pleinement le moment présent et à observer nos réactions à chaque posture.

POUR LES PETITS ET LES GRANDS

Une autre facette du yoga, moins connue, se déploie dans son côté ludique qui a certainement la capacité de séduire les enfants, raconte Marye-Ève Laquerre, propriétaire de Nomade Yoga. Depuis plusieurs années, elle se déplace dans les écoles canadiennes pour enseigner cette discipline. «Tu dois te réinventer pour être certain de captiver leur attention. Il faut travailler fort», précise-t-elle.

Avec les plus petits, elle a l'habitude de changer le nom des postures et même de raconter ou de lire des histoires. Cette approche ludique permet au mouvement de s'intégrer de manière naturelle. «Au lieu de faire le guerrier, ils font la girafe par exemple. On leur



dit qu'on va dans la forêt, qu'il y a du vent et qu'ils doivent respirer», décrit l'entrepreneure.

Elle vulgarise aussi certains concepts scientifiques pour faire comprendre aux jeunes qu'ils n'ont pas seulement besoin «d'avoir de gros muscles» pour exceller au hockey ou au soccer, mais qu'ils peuvent aussi intégrer une pratique régulière de yoga pour «faire de l'espace dans leur corps et prévenir les blessures».

D'après l'instructrice, les jeunes apprécient particulièrement les exercices de respiration, allant même jusqu'à les pratiquer «en cachette dans leur chambre ou avant un examen». «Ayant moi-même été une enfant qui faisait de l'anxiété et qui n'était pas bien dans la société, je sais à quel point il y a des besoins énormes pour aider les enfants à réguler leurs émotions et apprendre à mieux respirer», ajoute-t-elle.

Récemment, Marye-Ève était de passage dans l'Ouest pour animer des ateliers à l'École Notre-Dame des Monts, à Canmore. Elle aspire à ce que les connaissances qu'elle a partagées avec les enseignants, ainsi que le livre électronique qu'elle a mis à leur disposition, contribuent à établir une pratique pérenne dans l'école.

«Le but, c'est de créer du matériel et partager mes connaissances pour que les enseignants puissent ensuite intégrer le yoga dans leurs salles de classe. C'est ce qu'on essaie de faire dans toutes les écoles francophones que l'on visite», conclut-elle. ▲

↑ Marye-Ève anime des ateliers de yoga dans les écoles francophones un peu partout au Canada. Photo : Courtoisie

«

J'AI DES ÉLÈVES DE TOUS LES ÂGES. LES PLUS VIEUX APPROCHENT LES 80 ANS, MAIS JE VOIS AUSSI DES JEUNES.»

Sophie Dufresne

*

GLOSSAIRE

YOGI

Personne qui pratique le yoga

INFORMATION OU CONSEIL JURIDIQUE?

Quelle est la différence entre recevoir une **information juridique** et recevoir un **conseil juridique**?

INFORMATION JURIDIQUE

Une information juridique c'est de **l'information générale**, comme :

- Expliquer la loi ou le système de justice de manière générale
- Donner de l'information sur le droit de manière générale
- Présenter des options de recours possibles ou des résultats envisageables
- Partager des modèles de documents ou des formulaires
- Vous orienter vers d'autres ressources comme un.e avocat.e

EXEMPLE : Le Centre albertain d'information juridique peut vous expliquer de manière générale les différentes étapes d'un divorce et vous partager des ressources

CONSEIL JURIDIQUE

Un conseil juridique est de **l'information spécifique** à votre cas, comme :

- Interpréter la loi à votre cas spécifique
- Appliquer le droit et les règles à votre cas spécifique
- Formuler une opinion juridique précise à votre cas et conseiller sur vos meilleures options à suivre
- Rédiger, remplir et réviser des documents ou formulaires pour vous
- Vous représenter/défendre devant un tribunal

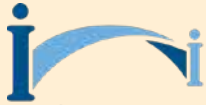
EXEMPLE : Un avocat vous accompagne tout au long du processus de votre divorce et vous représente au tribunal

CONTACTEZ-NOUS

POUR DE L'INFORMATION JURIDIQUE

En personne ou par téléphone

Prenez **rendez-vous** :
1 844 266-5822 (Sans frais)



CENTRE ALBERTAIN D'INFORMATION JURIDIQUE

ALBERTA LEGAL INFORMATION CENTRE



Association des juristes d'expression française de l'Alberta

En ligne

Retrouvez d'autres **infographies** et **articles** pour comprendre vos droits sur le site :



CliquezJustice.ca

La réponse à vos questions

© Copyright CliquezJustice.ca 2024



INTÉGRATION

entrepreneuriale
réussie

SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT
POUR RÉSIDENTS PERMANENTS

CONSEILS, RESSOURCES,
FORMATIONS.

Contactez-nous dès maintenant pour
prendre rendez-vous avec l'un de nos
conseillers : info@parallele-ab.ca.



Financé par :

Funded by:



Immigration, Réfugiés
et Citoyenneté Canada

Immigration, Refugees
and Citizenship Canada

Vous savez que
nous finançons



Saviez-vous que
nous finançons



FAC finance les agroentreprises comme la vôtre

Si vous fabriquez ou vendez des intrants, de la machinerie,
de l'équipement ou encore offrez des services qui font rouler
l'industrie agricole ou agroalimentaire, nous sommes là, pour vous.

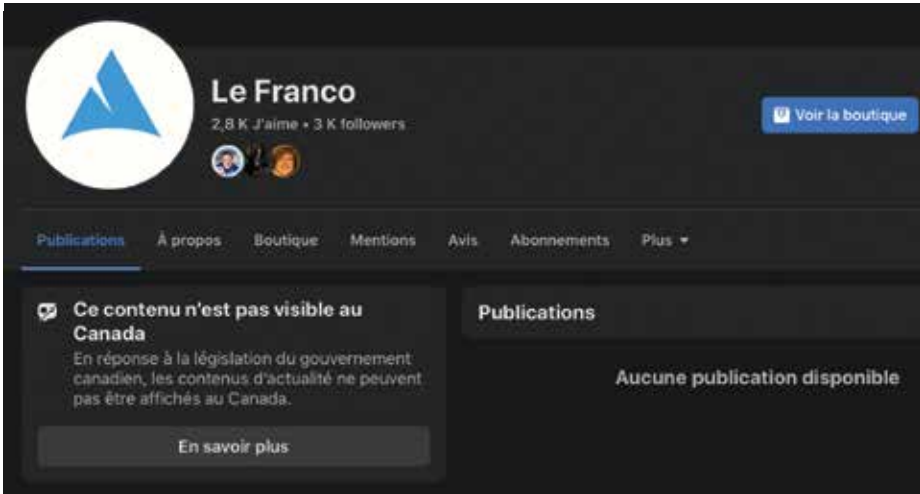
fac.ca/Agroentreprise

AGROENTREPRISE
INTRANTS
FABRICATION



LE CHOIX DE GABRIELLE AUDET-MICHAUD, JOURNALISTE

La *Loi sur les nouvelles en ligne* est entrée en vigueur le 19 décembre 2023 afin de garantir que les plateformes telles que META et Google indemnisent les entreprises de nouvelles lorsque leur contenu est rendu disponible sur leurs services. Pour rappel, cette mesure du gouvernement fédéral visait à compenser la perte de revenus publicitaires des médias. Or, bien qu'une entente ait été signée avec le moteur de recherche Google pour assurer que les usagers puissent accéder aux nouvelles, Facebook et Instagram (META) bloquent toujours ces contenus. Un an après le début de ce brouillage, je m'inquiète toujours des angles morts de la loi, notamment de l'impact qu'elle aura sur les jeunes et sur l'appauvrissement de leur culture générale (article paru dans l'édition du 7 septembre 2023).



↑ Certains utilisateurs de Facebook ne peuvent plus accéder au contenu des médias d'information.
Photo : Capture d'écran - Facebook

L'ACCÈS À L'INFORMATION EN PÉRIL POUR LES JEUNES

Depuis quelques semaines déjà, META a entrepris de bloquer l'accès aux nouvelles canadiennes sur ses plateformes en signe de riposte à la Loi sur les nouvelles en ligne adoptée par le gouvernement fédéral. On apprenait plus récemment que Google se préparait à emboîter le pas avec une initiative similaire. Si l'ensemble de la population se retrouve plongée dans ce jeu d'échecs complexe, ce sont les jeunes, qui ont l'habitude de s'informer quasi exclusivement sur les réseaux sociaux, qui pourraient en subir les conséquences les plus sérieuses.

PROVINCIAL

SOCIÉTÉ

IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE FRANCO

Le processus de blocage par META se veut progressif et devrait s'étaler sur plusieurs semaines, affirme l'entreprise. Pourtant, un nombre croissant d'internautes disent déjà en constater les effets indésirables. Notamment, lorsque ces utilisateurs tentent de consulter l'une ou l'autre des pages de médias canadiens sur Facebook ou Instagram, ils voient maintenant apparaître le message d'erreur suivant : «En réponse à la législation du gouvernement canadien, les contenus



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

d'actualité ne peuvent pas être affichés au Canada».

Plusieurs médias ont également perdu l'accès à leur compte et ne peuvent plus partager leurs contenus d'actualités.

Rappelons que le projet de loi C-18, qui a reçu la sanction royale le 22 juin dernier et entrera en vigueur en décembre prochain, a été promulgué par le gouvernement libéral de Justin Trudeau dans le but de forcer les plateformes numériques à payer des redevances aux entreprises de presse canadiennes pour la diffusion de leurs actualités.

Or, en choisissant de retirer le contenu médiatique canadien sur ses plateformes et d'interdire le partage de contenu journalistique au pays, META a trouvé «l'échappatoire parfaite pour ne pas avoir à s'y conformer», avance Jean-Hugues Roy, professeur à l'École des médias de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). «C-18 oblige les intermédiaires de nouvelles numériques à négocier avec les médias. Sauf qu'en bloquant les nouvelles, les géants du web échappent à la définition d'intermédiaire numérique. C'est un gros problème», avance-t-il.

La situation devient encore plus préoccupante, souligne le professeur, du fait que les citoyens se retrouvent pris en otage au milieu de ce bras de fer entre META et le gouvernement fédéral. En outre, si le blocage devient définitif, les internautes qui avaient l'habitude de visiter les plateformes de réseaux sociaux pour rester informés risquent d'en subir les conséquences les plus lourdes. Ils pourraient en effet avoir du mal à garder le cap sur ce qui se passe dans l'actualité s'ils ne modifient pas (rapidement) leur **modus operandi**.

«Ce qui m'inquiète dans ça, c'est moins la désinformation qu'un abrutissement général. [...] Pour les jeunes, ce ne sera plus juste du désintérêt [pour le contenu journalistique], ça va devenir de la méconnaissance totale de ce qui se passe dans le monde. C'est peut-être vers ça qu'on se dirige et c'est assez paniquant», affirme-t-il.

VÉRITABLE BOULEVERSEMENT D'HABITUDES

Cette réalité évoquée par Jean-Hugues Roy semble déjà se concrétiser à petite échelle si on en croit les observations de Hope Anaky, une élève de seize ans qui entame sa douzième année à l'école Alexandre-Taché, à Saint-Albert. «Comme la plupart de mon cercle social, je ne vais pas directement sur les sites d'information pour lire l'actualité. Je tombe souvent par hasard sur des nouvelles canadiennes quand je consulte les plateformes de réseaux sociaux», explique-t-elle.

L'adolescente affirme qu'elle planifie modifier sa manière d'accéder aux nouvelles, mais elle craint que les jeunes de son entourage qui étaient déjà peu enclins à suivre l'actualité perdent encore davan-

tagé l'intérêt en raison des difficultés d'accès occasionnées par le blocage. «Beaucoup de gens que je connais trouvent que lire les nouvelles, c'est déprimant. Moi, je vais m'ajuster, mais ces personnes-là, je ne pense pas qu'elles vont chercher à modifier leurs habitudes», insiste-t-elle.

Même son de cloche du côté d'Isaac Lamoureux, ancien journaliste dans vos pages et nouvellement diplômé de l'Université MacEwan. Bien qu'il se dise très sensible à la réalité des médias, il estime qu'environ «90% des nouvelles qu'il consomme proviennent des réseaux sociaux».

Tout comme Hope, le blocage le forcera donc à revoir ses habitudes du tout au tout. Par contre, il ignore, lui aussi, si les jeunes adultes comme lui prendront le temps de s'adapter à cette nouvelle réalité. «Moi, je n'ai pas le choix de revoir ma manière de faire à cause de mon travail, sauf que je ne sais pas si ce sera le cas pour les autres personnes. Je doute que tout le monde fasse l'effort d'aller à la source», affirme le bachelier en communications.

Par ailleurs, Isaac se dit très frustré par la décision du gouvernement fédéral de vouloir réglementer les géants du web. «Je ne comprends pas pourquoi le gouvernement cherche à contrôler l'Internet. C'est un peu comme [un projet] de censure pour que les gens consomment seulement de l'information traditionnelle. Et ça coupe l'accès complètement à plein de sources d'information que les jeunes adultes consomment au quotidien», explique-t-il.

BLOCAGE DE GOOGLE À VENIR

Pour Cécilia Bernier, une étudiante de quatrième année au baccalauréat en sciences biologiques et en psychologie au Campus Saint-Jean, l'annonce du blocage de nouvelles a été un coup moins dur à encaisser que pour d'autres. La jeune femme n'a jamais pris l'habitude de s'informer à partir des plateformes de META qu'elle consulte d'ailleurs très rarement. «Quand je vais lire les nouvelles, je vais directement à la source. Mais, en toute franchise, ce n'est pas quelque chose que je fais chaque semaine. Je lis les nouvelles quand j'ai le temps», analyse-t-elle.

Ce qui a plutôt troublé la Franco-Albertaine, c'est l'annonce faite par Google qui entend supprimer les nouvelles canadiennes de son moteur de recherche, de Google News et de Google Discover. «Je suis un peu confuse. Si je n'ai pas la télévision chez moi, pas le câble, comme c'est le cas pour beaucoup d'étudiants, et que Google arrête de partager les nouvelles, je ne sais pas vraiment où je vais pouvoir aller pour m'informer», s'inquiète-t-elle. Cette situation risque également de poser des défis pour les quelque 90% de Canadiens qui utilisent Google comme moteur de recherche principal (selon Made in CA).



Soutien et solidarité aux victimes des feux de forêt de Jasper

L'ACFA exprime sa solidarité envers les résidents et résidentes de la municipalité de Jasper touchés par les évacuations causées par les feux de forêt. Nous vous envoyons nos pensées les plus positives et notre souhait de courage face à ces épreuves.

Nous avons mis en place une page sur notre site Web présentant des informations et des liens utiles :

acfa.ab.ca/feux-de-forets-en-alberta

Souhaitez-vous offrir un soutien aux évacués des feux de forêt de la région de Jasper et d'Alberta ? Vous pouvez faire un don à la Croix-Rouge dans le cadre du fonds de secours : Feux de forêt de 2024 en Alberta. Les dons fourniront une aide d'urgence aux personnes dans le besoin à Jasper et dans les autres régions touchées par les feux de forêt.

À noter que les gouvernements de l'Alberta et du Canada égaleront toutes les donations reçues pour ce fonds pendant 30 jours à compter du 25 juillet 2024. Ainsi, chaque don de 1 \$ se transformera en 3 \$.

Nous remercions chaleureusement le grand public pour sa générosité et son soutien dans cette période difficile.

acfa.ab.ca

Pour faire un don :

- En ligne à give.redcross.ca/page/24AWA7_lang=fr
- En composant le 1 800 418-1111
- En textant FEUX au 45678 pour faire un don de 10 \$





↑ Hope Anaky, seize ans, entame sa douzième année à l'école Alexandre-Taché, à Saint-Albert. Photo : Tim Nguyen (@timnguyen.co)

Face au blocage des nouvelles par les géants du web, l'étudiante exprime également ses préoccupations quant à l'avenir de l'information locale et des «plus petits journaux comme *Le Franco*». «C'est là où ça devient plus inquiétant pour moi. Ça peut avoir un impact sur la capacité des gens à rester informés. L'information est déjà plus difficile à aller chercher pour les francophones en milieu minoritaire. Moi, je sens déjà que je ne suis pas toujours à jour parce que je ne prends pas toujours le temps de lire les nouvelles. Mais ça pourrait empirer si l'accès devient compliqué», laisse-t-elle tomber.

DES ALTERNATIVES À ENVISAGER
Pour s'assurer que les jeunes demeurent



«**C-18 OBLIGE LES INTERMÉDIAIRES DE NOUVELLES NUMÉRIQUES À NÉGOCIER AVEC LES MÉDIAS.**»
Jean-Hugues Roy

GLOSSAIRE
MODUS OPERANDI
Expression latine pour manière de procéder

informés malgré les défis actuels, Hope Anaky estime, quant à elle, que chacun a un rôle individuel à jouer. Elle évoque aussi l'importance d'une meilleure intégration de l'éducation aux médias dans le cursus scolaire. «Je crois que dans nos cours d'études sociales ou de français, on devrait nous encourager davantage à consulter les nouvelles à la source et à développer notre jugement critique. On a besoin que ce soit un devoir pour qu'on prenne cette habitude», soutient-elle.

Selon Jean-Hugues Roy, plusieurs options méritent d'être envisagées par la population afin que tout un chacun reste connecté. Par exemple, les citoyens pourraient «télécharger les applications mobiles des médias, s'abonner aux infolettres et au journal papier», indique-t-il. ▲

Depuis l'écriture de cet article, Google est revenu sur sa volonté de bloquer l'accès aux nouvelles canadiennes et a signé un accord sur cinq ans avec le gouvernement fédéral. L'entreprise versera 100 millions de dollars par année aux médias canadiens en guise de compensation financière pour la diffusion de leurs nouvelles en ligne.

La santé en français:
Essentiel !

780-466-9816

rsa-ab.ca

8627, rue Marie-Anne-Gaboury
Bureau 304A
Edmonton Alberta T6C 3N1

Tout pour améliorer
l'accès aux services
de santé en français

BESOIN D'INFORMATION JURIDIQUE?
NOUS SOMMES LÀ POUR VOUS AIDER!

Par téléphone Sans frais 1 844 266-5822
Par courriel question@infojuri.ca

Services de notaire public gratuits à Calgary et Edmonton

Août 2024

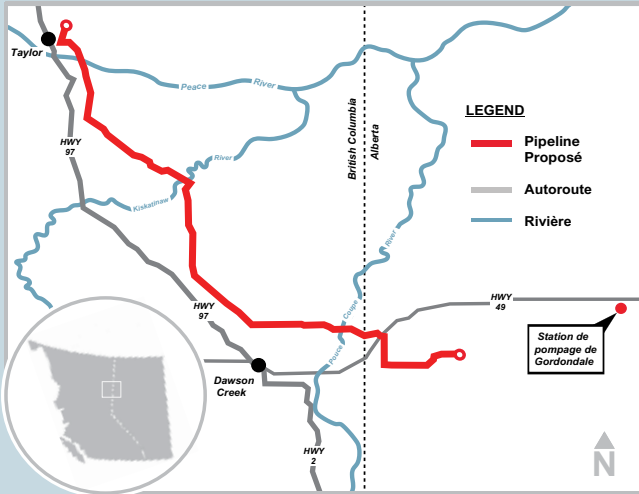
Avis d'audience publique OH-001-2024
Régie de l'énergie du Canada



Pouce Coupé Pipe Line Ltd. | Projet de pipeline de Taylor à Gordondale

Description du projet

Le 23 avril 2024, Pouce Coupé Pipe Line Ltd. (« Pouce Coupé ») a déposé une demande auprès de la Régie de l'énergie du Canada, aux termes de l'article 182 de la Loi sur la Régie canadienne de l'énergie (« LRCE »), en vue d'être autorisée à construire et à exploiter le projet de pipeline de Taylor à Gordondale (« projet ») (« demande ») (C29302). Pouce Coupé a également demandé à la Régie, aux termes de l'article 214 de la LRCE, d'être soustraite à l'application de certaines dispositions de cette loi pour le projet. Le projet vise la construction d'un pipeline d'un diamètre nominal de 400 mm (NPS 16), s'étendant sur 89 kilomètres entre Taylor, en Colombie-Britannique, et Gordondale, en Alberta, ainsi que la modernisation du parc de stockage, dont l'installation de quatre nouvelles pompes électriques (deux surpresseurs et deux pompes de la canalisation principale).



Participation à l'audience

La Commission de la Régie de l'énergie du Canada tiendra une audience pour le projet si la demande est jugée suffisamment complète. Une ordonnance devra alors être rendue afin de préciser les étapes du processus et les dates limites qui s'appliquent en plus de fournir des lignes directrices.

Il y a deux façons de participer.

1. L'intervenant peut déposer une preuve écrite, poser des questions sur celle de Pouce Coupé ou d'autres intervenants et présenter une plaidoirie. Tout intervenant qui dépose une preuve écrite devra répondre aux questions qui pourraient lui être posées à ce sujet. Les personnes qui souhaitent participer à l'audience à titre d'intervenant doivent s'inscrire à l'adresse www.cer-rec.gc.ca/participer. La période d'inscription durera quatre semaines à compter du 31 juillet 2024. Les demandes d'inscription doivent être présentées au plus tard le 28 août 2024.
2. L'auteur d'une lettre de commentaires peut transmettre une lettre à la Commission pour lui faire connaître son opinion sur le projet. Aucune question ne peut lui être posée au sujet du contenu de sa lettre, pas plus qu'il ne peut lui-même en poser sur la preuve écrite de Pouce Coupé et des intervenants ou présenter de plaidoirie. L'auteur d'une lettre de commentaires n'a pas à s'inscrire pour participer. S'il le souhaite, il peut demander à être avisé par courriel de la date à compter de laquelle il pourra déposer sa lettre à www.cer-rec.gc.ca/participer.

Les peuples autochtones peuvent s'inscrire pour participer à l'audience en tout temps. Ils obtiendront le statut d'intervenant aux étapes du processus qui sont subséquentes à leur inscription. La Commission encourage les parties à s'inscrire le plus tôt possible, afin de se prévaloir du plus grand nombre de possibilités de participation possible.

La Commission invite les peuples autochtones figurant sur la liste de la Couronne et sur la liste des peuples consultés par Pouce Coupé qui se trouve au tableau 11-1 de la demande (C29302-1, page 123 sur 155), tel qu'il est décrit dans la lettre de la Commission datée du 26 juillet 2024, à indiquer, avec justification à l'appui, dans leur formulaire d'inscription pour participer (www.cer-rec.gc.ca/participer), quelles exigences de dépôt pourraient être nécessaires aux fins de détermination du caractère complet. Les observations doivent être présentées au plus tard le 14 août 2024.

Une aide financière est disponible pour faciliter la participation des intervenants admissibles au processus d'audience. Pour en savoir davantage sur l'admissibilité ou pour obtenir le formulaire de demande d'aide financière, veuillez consulter la page du site Web de la Régie portant sur l'aide financière (<http://www.cer-rec.gc.ca/pafp>) ou envoyer un courriel à pfp.pafp@cer-rec.gc.ca. Les demandes d'aide financière doivent être présentées au plus tard le 28 août 2024.

Need Help?

- <https://www.cer-rec.gc.ca/en/applications-hearings/view-applications-projects/pouce-coupe-pipe-line-taylor-gordondale-pipeline-project/index.html>
- PouceCoupeT2Gproject@cer-rec.gc.ca
- 1-800-899-1265



LE CHOIX D'ISABELLE DÉCHÈNE GUAY, RÉVISEURE ET RÉDACTRICE À SES HEURES

J'ai choisi cet article, car cela me rappelle que L'UniThéâtre, le Centre de développement musical, La Girandole, le Centre d'arts visuels, CinéMAGINE, le Musée d'art de la femme, le Centre culture de St-Isidore, le Pont Cultural Bridge, Opus@12, les ACFA régionales, les centres communautaires, les chorales, les écoles et leurs clubs scolaires, et j'en oublie sûrement, nous ont offert cette année encore une vie culturelle et artistique francophone riche et diversifiée.

Nous sommes choyés d'avoir des artistes et des organismes diffuseurs/promoteurs aussi actifs, car ils sont essentiels à la transmission et la préservation de la langue et de la culture francophones en Alberta et ailleurs au Canada et je les remercie de tout cœur! (Article paru dans l'édition du 05 octobre 2023).



↑ *Vaches, the musical.* Photo : Marianne Duval

UNE RENTRÉE ARTISTIQUE PROMETTEUSE DANS LA CAPITALE

Des acteurs de la communauté artistique d'Edmonton entament leur rentrée et proposent une panoplie d'événements culturels jusqu'en juin prochain. L'UniThéâtre, le Centre d'arts visuels de l'Alberta et Opus@12 dévoilent une programmation variée dans la langue de Molière.



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



CE SONT DES
SHOWS QUI
SONT PLUS
PERSONNELS,
PLUS
TOUCHANTS,
LES CHOSES
SONT PLUS
DRÔLES.»
Steve Jodoin



GLOSSAIRE

ABORDABLE
Qui est d'un prix accessible à tous

AIDAN MACPHERSON
JOURNALISTE



↑ Fabienne Mamane-Virani est la directrice artistique du Centre d'arts visuels de l'Alberta. Crédit : Courtoisie

L'UniThéâtre, la seule compagnie de théâtre francophone professionnelle en Alberta, entame sa 31^e saison. Au programme, trois pièces tout public et un spectacle pour enfants. Son directeur artistique et général, Steve Jodoin, est enthousiasmé par cette sélection «plus légère que par le passé». «On a une belle palette de spectacles, je trouve, cette année, s'exclame-t-il. Ce sont des *shows* qui sont plus personnels, plus touchants, les choses sont plus drôles.»

Il cite, par exemple, *Vaches, the musical*, une comédie musicale programmée à la fin de mars. Conçue à Ottawa par deux dramaturges franco-ontariens, elle raconte la vraie histoire d'un fermier qui a tenté de sauver ses vaches pendant la crise du verglas qui a dévasté l'Est canadien en 1998. Originaire du Québec, Steve s'en souvient comme si c'était hier. «Moi, j'étais à Montréal. On vivait dans un deuxième étage, en appartement. À Montréal, [il y a] des escaliers qui tournent [...] et on ne pouvait pas descendre parce qu'il y avait tellement de glace partout!»

Comédien depuis plus de 20 ans, Steve a également hâte de monter sur scène en mai 2024. «Je vais jouer dans la pièce *Trout Stanley*», une œuvre surréaliste se déroulant dans le nord de la Colombie-Britannique, qui sera présentée en collaboration avec le Théâtre Niveau Parking de Québec. Écrite originalement en anglais par la Torontoise Claudia Dey, la pièce sera interprétée pour la première fois en français.

Cet esprit de collaboration imprègne la saison entière. Les première et dernière pièces de la saison seront montées par le Théâtre La Seizième de Vancouver, un partenaire de L'UniThéâtre depuis des années. *Michel(le)* qui était prévue du 26 au 28 octobre a été reportée «pour des raisons de santé affectant son créateur» Joey Lespérance, qui est aussi le seul comédien de cette pièce portant sur l'acceptation des différences dans les années 1960 et 1970.

L'UniThéâtre communiquera les nouvelles dates très prochainement, alors que Steve



↑ Un concert d'Opus@12 dans la rotonde de La Cité francophone. Photo : Courtoisie

Jodoin, par voie de communiqué de presse, remercie son public pour son indulgence et s'exprime sur la situation : «Parfois drôle, parfois déchirante, cette histoire saura toucher bien des gens et j'ai bien hâte que vous puissiez y assister. La santé est ce qu'il y a de plus important et, au nom de toute l'équipe de L'UniThéâtre, j'aimerais souhaiter à Joey un prompt rétablissement».

La compagnie de théâtre vancouveroise sera de retour à Edmonton le 9 juin pour présenter *La Befana*, une pièce pour enfants qui s'articule autour des légendes du nord de l'Italie et des sorcières.

AMATEURS ET PROFESSIONNELS EXPOSENT AU CAVA

La galerie d'art francophone prévoit une programmation continue dans ses deux salles d'exposition tout au long de l'année. Dans l'Espace membres, on retrouve les œuvres des artistes franco-albertains et francophiles membres de l'organisme. Différents médiums y sont proposés : on pourra y découvrir des peintures, des dessins et aussi des photographies. Le public peut d'ailleurs se procurer ces œuvres qui sont mises en vente.

La seconde salle d'exposition, l'Espace exploration, abrite des installations présentées par des artistes de tout le Canada et mettant en valeur bien d'autres médiums artistiques. «On a une succession d'artistes qui changent toutes les sept semaines», atteste Fabienne Mamane Vivani, alors directrice générale du CAVA. Le public a donc toujours quelque chose de nouveau à découvrir.

Jusqu'au 17 octobre, le public peut y admirer l'exposition *Faire face*, une vitrine mettant en valeur les céramiques de Bonnie Gilmour et de Charley Farrero, tous deux originaires de Saskatoon. Au travers de leurs œuvres, ce couple explore des enjeux sociaux tels que l'injustice, les différences de classe, le colonialisme, notamment avec les écoles résidentielles, mais aussi l'exploitation pétrolière. Ils ont également façonné un bon nombre de gargouilles en argile, inspirées de l'architecture française, qui occupent le centre de la salle.

Parallèlement, dans l'Espace membre à côté, la thématique s'inspire de la saisonnalité. Lors du vernissage de *Mouvement, lumière et profondeur de la nature*, le 21 septembre dernier, la peintre Mariam Qureshi a dévoilé son goût pour les images et les couleurs d'automne. Grâce à l'acrylique et à l'huile, elle sublime les teints orangés de la saison et la nudité des arbres.

D'autres créations ont aussi leur place. Lors de la soirée du 14 septembre, trois artistes edmontonniennes ont fait leurs propres vernissages. Camille Paris partage avec le public ses dessins floraux monochromes, Denise Lauzon Dempsey, des clichés de nature, alors que Rachel Barthélemy exploite les natures mortes en exposant divers objets sur canevas. Ces artistes sont à découvrir jusqu'au 17 octobre.

«On essaie d'avoir une toile de chaque artiste qui est actif au CAVA et on fait des rotations», précise la directrice générale du CAVA. Un rythme qui encourage les gens à revenir souvent à la galerie d'art francophone. «On veut rester dynamique, actif et divers.»

LA MUSIQUE DE CHAMBRE S'INSTALLE À LA CITÉ

L'orchestre de musique de chambre Opus@12, composé entièrement de bénévoles, continue sa tradition de concerts gratuits dans la rotonde de La Cité francophone. Un jeudi par mois, une dizaine de musiciens se rassemblent à midi pour jouer des mélodies célèbres et des airs moins connus devant un auditoire passionné. De Bach à Haendel, ces spécialistes mettent en valeur la musique de la Renaissance, de l'époque baroque à aujourd'hui.

Fondé en 2011, «c'est un réseau de 143 musiciens», explique Rock Laroche, cofondateur et directeur de l'ensemble. Flûtiste chevronné, il est heureux d'entamer une nouvelle saison qui comprendra neuf concerts de septembre à juin (à l'exception de janvier). «En général, c'est tellement difficile de rassembler les musiciens pendant l'été», admet-il. L'organisme sans but lucratif déploie un portail électronique permettant aux membres de s'organiser selon leur disponibilité. «C'est à eux de configurer leurs groupes», note Rock.



↑ Mur de l'exposition automnale Mouvement, lumière et profondeur de la nature présentée au CAVA. Photo : Aidan Macpherson



↑ L'exposition Faire face présentée dans l'Espace exploration du CAVA. Photo : Aidan Macpherson



↑ Monochrome de Camille Paris dans l'Espace membres du CAVA. Photo : Aidan Macpherson



↑ Steve Jodoin directeur artistique et général de l'UniThéâtre. Photo : Capture d'écran - lunitheatre.ca



↑ Trois œuvres de Rachel Barthélemy au CAVA. Photo : Aidan Macpherson

Cette année encore, divers instruments raviront les oreilles des spectateurs. Violon, hautbois et clavier sont des incontournables de la musique baroque. Les concerts ont lieu à l'heure du lunch, alors que celles et ceux qui fréquentent La Cité francophone sont en plein mouvement. L'ambiance reste donc détendue.

Selon Rock Larochelle, ces concerts informels attirent des personnes qui ne peuvent pas assister facilement à des événements semblables, surtout les aînés. «C'est **abordable** pour le monde aussi», ajoute-t-il en soulignant la gratuité des concerts en comparaison avec ceux offerts par d'autres ensembles philharmoniques.

Le prochain concert d'Opus@12 aura lieu le 26 octobre. Rock Larochelle indique, de plus, une cerise sur le gâteau en décembre, «d'habitude, à Noël, on amène tout un orchestre symphonique!» ▲

LE FRANCO

L'ÉQUIPE

- **POUR CONTACTER LE JOURNAL :**
RECEPTION@LEFRANCO.AB.CA
- **ARNAUD BARBET**
RÉDACTEUR EN CHEF
PUPITRE@LEFRANCO.AB.CA
- **ISABELLE DÉCHÈNE GUAY**
RÉVISEUR
- **GABRIELLE AUDET-MICHAUD**
JOURNALISTE
JOURNALISTE.CALGARY@LEFRANCO.AB.CA
- **CORRESPONDANTS ET CHRONIQUEURS**
ÉTIENNE HACHÉ, ISABELLE DÉCHÈNE GUAY, AIDAN MACPHERSON, CHARLIE MBALLA, JUSTINE LEBLOND, MELKI
- La maquette et le graphisme
ANDONI ALDASORO ROJAS

LE FRANCO est la propriété de l'ACFA. Au niveau national, il est représenté par Lignes Agates Marketing (anne@lignesagates.com | 905 599-2561). Le Franco est imprimé par Central Web, à Edmonton. La reproduction d'un texte ou d'une photo par quelque procédé que ce soit est strictement interdite sans l'autorisation écrite du journal.

Lettres ouvertes: Le Franco est ouvert à la publication de lettres ouvertes. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur du texte ou de ne pas publier la lettre si le contenu est jugé diffamatoire, injurieux ou discriminatoire.

Annonces: Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité du journal se

limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur, si l'erreur est celle du Franco.

Avis lecteurs: N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires en écrivant à l'adresse reception@lefranco.ab.ca

L'équipe du Franco reconnaît qu'elle exerce ses activités sur les territoires visés par les traités no 4, 6, 7, 8 et 10, des lieux de rencontre traditionnels et la patrie de nombreux peuples autochtones dont les Cris, les Dénés, les Sioux Nakota, les Saulteaux, les Ojibwés, les Niitsitapi (Pieds-Noirs) et les Métis. Nous prenons acte de leur empreinte sur ce territoire au fil des siècles et de leur rapport spirituel et concret à la terre, source d'un riche patrimoine pour notre vie communautaire.

Lignes Agates Marketing

CentralWeb
Heatset & Coldset Web Printing

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada



À vous la parole!

Postes Canada évalue l'accès aux services bilingues dans les bureaux de poste. Nous voulons connaître votre opinion.

Répondez au sondage d'une durée limitée à postescanada.ca/consultationLO ou balayez le code QR.

Si vous ne pouvez pas accéder au sondage ou le remplir en ligne, veuillez communiquer avec nous au 1 866 221-3399.



**LE CHOIX D'ARNAUD BARBET,
RÉDACTEUR EN CHEF**

Merci!
Merci à Isabelle, notre réviseuse, pour ce texte et quelques autres qu'elle a pris le temps d'écrire avec son cœur sur des sujets que nous n'aurions pas pu couvrir et qui reflètent le dynamisme, la créativité, l'abnégation et la diversité de notre francophonie plurielle. Entre folklore et science-fiction, ce spectacle de fin d'année restera, j'en suis certain, dans toutes les mémoires de celles et ceux qui ont pu y participer (article paru dans l'édition du 16 mai 2024).

DANS UNE GALAXIE PRÈS DE CHEZ VOUS

Les passionnés de voyages intergalactiques et de danse ont été comblés lors du 45^e spectacle annuel de l'unique école de danse francophone de l'Alberta, La Girandole, qui a eu lieu le dimanche 28 avril au Arden Theatre, à Saint-Albert.

Toute l'équipe artistique de l'organisme et les jeunes (et moins jeunes) danseurs ont transporté les spectateurs à des milliers d'années-lumière durant presque 120 minutes de magie. Les numéros de *Mission : planète G* ont mêlé à la fois mouvements gracieux et rythmes endiablés, allant du ballet classique au hip hop, en passant par les célèbres giges canadienne-française et irlandaise.

Les membres des groupes «Comédie musicale» ont bien divertifié la salle avec leurs costumes colorés et leurs chansons rythmées. Et l'on ne peut passer sous silence, les prestations adorables des tout-petits des groupes Kangourou et Lucioles guidés par leurs talentueuses instructrices.

Cette année, en plus de la troupe semi-professionnelle Zéphyr, La Girandole avait invité deux autres troupes de danse à prendre part aux célébrations. Originaires de la région de Rivière-la-Paix, les jeunes de Plein Soleil junior ont offert, avec brio, deux numéros de **gigue** traditionnelle présentés lors du Carnaval de Saint-Isidore. De son côté, la troupe Al-Jabal Dance a enchanté les spectateurs par ses mouvements gracieux et langoureux qui caractérisent si bien la danse orientale.

Une finale très appréciée du public a mis en vedette les incroyables instructeurs de La Girandole (re)présentant, chacun leur tour, le style de danse qu'ils pratiquent, une belle façon de reconnaître leur travail acharné et leur précieuse contribution tant pour les jeunes que pour la communauté francophone de l'Alberta. ▲



↑ Sous un éclairage aux couleurs de la planète Tatooine, les danseuses de Zéphyr entrent sur scène au pas militaire. Photo : Mark Whittington

✱

GLOSSAIRE

GIGUE
Danse de pas

LE FRANCO EN
COLLABORATION
AVEC ISABELLE
DÉCHÈNE GUAY



↑ Toute l'école de danse réunie sur scène pour célébrer leur incroyable prestation.



↑ Les petites danseuses de ballet 1-2 ont flotté sur scène telles de magnifiques aurores boréales.



↑ Le groupe de comédie musicale 1-2 allie avec brio chant et musique et a bien fait rigoler la salle avec son numéro «Les étrangers comme moi».



↑ Les jeunes du groupe de hip-hop se sont livrés à des «battles» amicales qui ont émerveillé la salle. Photos : Mark Whittington



↑ L'astronaute Malika, du groupe Les Étincelles, n'en croit pas ses yeux d'avoir trouvé Din Grogu, le célèbre bébé Yoda, sur la planète G.

↑ Léa Mayrand, du groupe de ballet 2-3, danse dans les pas de sa mère Manon et de son père Francis, tous deux instructeurs de La Girandole et anciens Zéphyriens. Photo : Mark Whittington



LA CÉRÉMONIE D'OUVERTURE DES JO DE PARIS 2024 : D'ÉMERVEILLEMENT EN ÉTONNEMENT

Elon Musk, à qui le président français Emmanuel Macron déroule le tapis rouge lors de ses visites officielles en France, a estimé que certaines scènes de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Paris 2024, notamment la moquerie sur la Cène chrétienne, quand des drag queens ont parodié le célèbre tableau de Léonard de Vinci illustrant le dernier repas du Christ avec ses disciples, avait pu heurter des croyants.

« LES FRANÇAIS SONT PARFOIS UN PEUPLE TRÈS DIVISÉ, QUI N'ARRIVE PAS À SE PARLER... LE SABOTAGE DES LIGNES SNCF, SANS DOUTE DESTINÉ À EMPÊCHER LES VOYAGEURS DE SE RENDRE À LA CÉRÉMONIE, EN EST LA PARFAITE ILLUSTRATION, MAIS CE N'EST PAS LA BONNE MÉTHODE POUR SE RÉCONCILIER. »

« EN REGARDANT LA CÉRÉMONIE D'OUVERTURE, IL M'EST VENU À L'ESPRIT UNE THÉMATIQUE LIÉE À LA PAUVRETÉ ET À LA MISÈRE SOCIALE, SOIT LA CRISE DU LOGEMENT... »



GLOSSAIRE

SCANDALEUX
qui provoque l'indignation, la réprobation

Étienne Haché
est philosophe et professeur de Lettres / Philosophie.

ÉTIENNE HACHÉ
CHRONIQUEUR

Ma question est la suivante : depuis quand Musk croit-il à quelque chose? *Croire*, c'est souvent bien différent de *savoir*, disait Pascal; et *savoir* n'est pas toujours *pouvoir*, mais *émouvoir*.

Pour sa part, l'académicien et philosophe Alain Finkielkraut a également regardé la cérémonie d'ouverture des JO. Comme l'on pouvait s'y attendre, lui aussi n'a pas vu un spectacle grandiose, mais une «mise en scène obscène et conformiste». Quant au leader de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, celui-ci n'a pas souhaité nourrir la critique du «blasphème». Tout en saluant l'audace des créateurs, à quoi bon, selon lui, de blesser les croyants, même quand on est anticlérical? Le spectacle de Thomas Jolly, ode à la diversité mettant à l'honneur les femmes tout comme la communauté LGBT+, a également suscité des réactions au sein d'une extrême droite française pleine d'amertume depuis les dernières législatives, qui a préféré voir dans cette soirée l'unique empreinte du *wokisme*.

IL Y AURA TOUJOURS À REDIRE

Chose certaine, ce fut une cérémonie spectaculaire. Certaines scènes auraient sans doute pu être évitées, car elles apparaissent effectivement quelque peu déplacées; un peu kitch, mais c'est une affaire de goût. Elles sont aussi le reflet d'une époque, d'une culture.

Je ne partage pas donc l'avis de messieurs Musk et Finkielkraut aut dont les critiques, il me semble, visent injustement. Drapés de leur épée de capitaine d'industrie et d'académicien-penseur, ces deux réactionnaires — le premier, Musk, principal soutien de Donald Trump, le second, Finkielkraut, s'était dit prêt à voter pour le Rassemblement national aux dernières législatives — n'en expriment pas moins qu'une opinion. Or, comme chacun sait, l'opinion opine, elle pense mal; elle ne pense pas. À dénoncer, donc. Ce qui ne veut pas dire qu'une opinion soit toujours fausse, mais elle n'est pas nécessairement vraie comme l'a montré Platon.

Étonnant spectacle, peut-être; un peu brouillon par moment, sans doute; beaucoup d'activités et peut-être même un manque de cohérence, mais assurément très vivant. À titre d'exemple, la référence aux arts et en particulier à la danse classique et moderne. Aussi le public était très enthousiaste. Les Français sont parfois un peuple très divisé, qui n'arrive pas à se parler... Le sabotage des lignes SNCF, sans doute destiné à empêcher les voyageurs de se rendre à la cérémonie, en est la parfaite illustration, mais ce n'est pas la bonne méthode pour se réconcilier.

UNE DIMENSION POLITIQUE

C'est toujours plaisant de voir les gens unis, même si ce n'est sans doute qu'une union d'apparat. Et pour cause, les mots du président Emmanuel Macron afin de marquer l'ouverture officielle des Jeux furent largement couverts de sifflements. Une partie du public présent au Trocadéro n'avait manifestement pas vraiment envie de voir le président de la République être mis en avant.

Au sujet de la prestation de Céline Dion, il est important de préciser que la chanteuse québécoise de renommée mondiale n'a rien touché... Elle n'a pas reçu 2 millions d'euros comme le prétend la rumeur sur les réseaux sociaux. À titre comparatif, «un tel cachet correspondrait à celui de Metallica, mais pour un concert géant de deux heures dans un énorme festival! En revanche, son accueil et sa venue ont été évidemment financés par la production des JO». Mais que d'émotions



↑ Photo : Wikimedia Commons - Chabe01.

de voir et d'entendre la sublime Céline depuis la tour Eiffel! Elle fut, elle est et restera ce qu'elle est : une vraie diva, à côté de Barbara Streisand, de Whitney Houston et d'Aretha Franklin.

J'ai le souvenir que Céline avait accepté l'invitation de venir chanter lors d'un jour de fête nationale à Ottawa. Je me souviens aussi qu'elle avait, tout comme Guy Lafleur d'ailleurs, pris position contre l'indépendance du Québec lors du référendum de 1995. N'exagérons rien. Parions seulement qu'ils sont nombreux parmi les politiques fédéraux à vouloir Céline dans leur camp. Qui sait, peut-être que Céline contribuera à sauver le soldat Trudeau en 2025. D'ailleurs, le premier ministre s'est empressé de saluer chaleureusement sa performance à la tour Eiffel.

LA QUESTION SOCIALE DU LOGEMENT

Selon Oxfam, rien que ces dix dernières années, le 1% des plus riches a augmenté sa richesse de 40 000 milliards de dollars, alors que parallèlement le nombre de pauvres s'est accru. Ce que signifie ces chiffres, c'est que la redistribution des richesses est un problème politique que ne résout pas ni ne peut résoudre seul le marché. Ce qui laisse entière la question des inégalités liées à la redistribution.

En regardant la cérémonie d'ouverture, il m'est venu à l'esprit une thématique liée à la pauvreté et à la misère sociale, soit la crise du logement... Nous verrons si dans dix ans, les logements sociaux promis profiteront bien à leurs bénéficiaires ou si, comme à Stratford, dans le quartier londonien, ils seront revendus aux plus offrants par la mairie de Paris pour payer les dettes des Jeux.

Il fallait faire de la crise du logement un point essentiel d'un vaste plan pour les banlieues. Au lieu de cela, le président Macron a mis ce plan dans un tiroir pour ne plus l'en ressortir. Si nous ne sommes pas nécessairement gouvernés par des esprits obtus, il va de soi qu'aussi haut que certains de nos politiques soient perchés, ils n'en sont pas moins assis sur leur derrière! Et ce n'est, semble-t-il, pas prêt de s'arrêter.

LA FIERTÉ NATIONALE CANADIENNE MISE À RUDE ÉPREUVE

Les JO de Paris 2024 venaient à peine de débuter que, samedi 27 juillet, la FIFA a enlevé six points de classement au Canada dans le tournoi féminin

de soccer et a banni trois entraîneurs, dont la sélectionneuse Bev Priestman, pour 12 mois, et ce, dans la foulée du scandale d'espionnage par drone. L'affaire a fait grand bruit en France. Une analyste non accréditée et une entraîneuse adjointe ont utilisé un drone pour espionner, à Saint-Étienne, les entraînements des Néo-Zélandaises contre qui les Canadiennes devaient jouer leur premier match. La sélection féminine canadienne a remporté le match 2-1 en ouverture du tournoi. Ajoutons que la sanction de la FIFA inclut également 8 mois de prison avec sursis pour le responsable chargé de diriger le drone et une amende de plus de 225 000 euros à Canada Soccer.

D'où le sentiment de honte que décrit fort bien Martin Leclerc pour le compte de Radio-Canada («Être canadien à Paris et avoir honte», 26 juillet 2024). Comment voulez-vous que les jeunes joueuses de soccer canadiennes aient le cœur au ventre pour la suite de la compétition avec une histoire pareille? Championnes olympiques en titre, les Canadiennes ne pourront récolter que 3 points sur 9 en phase préliminaire. Donc, très peu de chances d'aller plus loin dans la compétition. Irresponsables, incompetents, voyous; qui, par ailleurs, ne connaissent ni ne respectent le sentiment de fierté nationale de l'équipe féminine. Il n'y a pas d'autres mots pour condamner de tels agissements.

Le Canada aura l'honneur d'accueillir la prochaine Coupe du monde masculine de football en 2026 et nous voilà à tricher comme des hors-la-loi en pleine compétition olympique. C'est vraiment **scandaleux** et inadmissible. C'est aussi passer outre la volonté éthique forte d'un pays comme le Canada. Les Canadiens font toujours le ménage lorsqu'il s'agit de manquements graves à l'éthique. C'est même une vertu, comme l'a si bien montré la commission d'enquête dans l'affaire Ben Johnson lors des Jeux de la XXIV^e Olympiade, à Séoul, en 1988. D'ailleurs, tout de suite après les sanctions, la ministre fédérale des Sports, Carla Qualtrough, a été on ne peut plus ferme : «Nous constatons des comportements préoccupants au sein de Canada Soccer. Nous devons faire toute la lumière sur cette affaire et nous le ferons».

En attendant, soutenons fièrement ces jeunes filles et la capitaine, Jessie Fleming, pour leur courage et leur esprit d'équipe. ▲